

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LE SURSIS

## A L'EXÉCUTION DES PEINES

*(Etude de Législation comparée)*

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 17 Mars 1908, à 1 heure 1/2*

PAR

**H. CLAVIER**

---

*Président : M. LE POITTEVIN, professeur*

*Suffragants* { *MM. GARÇON, professeur*  
*TISSIER, professeur*

---

PARIS

**BONVALOT-JOUE, Éditeur**

15, RUE RACINE, 15

---

1908



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41551813\\_0065](https://archive.org/details/IA41551813_0065)

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LE SURSIS

## A L'EXÉCUTION DES PEINES

*(Etude de Législation comparée)*

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 17 Mars 1908, à 1 heure 1/2*

PAR

**H. CLAVIER**

---

*Président : M. LE POITTEVIN, professeur*

*Suffragants* { MM. GARÇON, professeur  
                              TISSIER, professeur



---

PARIS

**BONVALOT-JOUVE, Éditeur**

15, RUE RACINE, 15

—  
1908

***La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.***

# Partie Introductive

---

## CHAPITRE PREMIER

### Aperçu sur l'Histoire de la Peine

#### *Droit pénal primitif*

Le droit pénal, dans sa manifestation la plus ancienne, la plus rudimentaire, n'a été que le droit de la vengeance, inspiré par la haine ; ce droit, entièrement privé, héritage de la famille de l'offensé, s'attachait à la famille de l'offenseur, le poursuivant dans sa personne, dans celles de ses enfants, de ses petits-enfants, de ses proches, jusqu'à ce que le « sang eût lavé le sang » ; code de morale de l'égoïsme dont les articles étaient fort courts et l'application fort expéditive.

L'idée de sanction et de réprobation était complè-

tement étrangère à cette pénalité initiale ; la punition, qui est une forme de la Justice, n'apparaît pas encore ; à chacun de se défendre et de tirer vengeance des attaques dont il est l'objet.

### *Idee d'un rachat*

A la vengeance privée de l'époque primitive, a succédé, le rachat par l'argent, le « Wehrgeld » (consacré et réglé par une loi barbare ou par des coutumes locales, comme chez les tribus guerrières de la Germanie), puis tout un système de « compositions » destinées à « pacifier l'inimitié », suivant l'expression de la loi lombarde. Le sang n'est plus payé par le sang.

Pour apaiser la vengeance, la vengeance disparaît — la loi de talion disparaît elle-même — et fait place à un système de compensations pécuniaires, réglementé par la loi salique, sorte de Code pénal sous forme de tarif en argent où la somme à verser varie suivant la gravité du fait et aussi suivant le caractère social de la victime.

Au fur et à mesure qu'il prend conscience de sa mission véritable et qu'il a la force de l'exécuter, le pouvoir comprend que ce qu'il faut punir, ce n'est pas seulement la vengeance, mais le délit qui est un trouble, une cause de désordre que viennent répri-

mer les compensations pécuniaires, les confiscations, la peine de mort.

L'emprisonnement n'apparaît pas encore comme mesure générale de répression.

### *Sanction religieuse*

Sans doute, et dès l'origine, on voit apparaître dans les sociétés, l'idée d'une expiation religieuse, soit parce que l'individu coupable d'un crime offensant les dieux devient une victime expiatoire, punissable de son forfait — soit parce que l'individu coupable restant inconnu, il fallait encore pour apaiser la divinité, des sacrifices d'un autre ordre.

On peut apercevoir plus tard dans un capitulaire de Charles le Chauve une sorte de réunion, d'assemblage de ces différentes pénalités : composition à la victime, amende au roi et emprisonnement du coupable « afin qu'il fasse pénitence suivant les saints canons ».

Mais c'est encore une période de pénalité complexe où règne la confusion.

Ainsi l'influence religieuse modifia l'idée grossière de la réparation et de la compensation par l'idée du châtiment ; elle eut assez de puissance pour s'emparer de la direction des instincts de l'homme et

substituer à la notion de la vengeance privée, la notion de la vengeance divine.

Le délit quel qu'il soit, devient une atteinte à la constitution religieuse, et la pénalité, qui est destinée à l'expier, revêt un caractère symbolique et sacré.

### *Sanction sociale*

Plus tard la civilisation déchire les « langes théocratiques », suivant l'expression de M. Garraud, la pénalité religieuse tout en gardant une partie de son empire, a vu naître à côté d'elle la pénalité politique, c'est-à-dire une loi sous l'empire de laquelle toutes les actions réputées criminelles étaient punies comme offenses à l'autorité du roi et du seigneur ; peu à peu l'idée de l'Etat, idée abstraite dans laquelle se personnifie l'intérêt de tous, se dégage : le délit devient une cause de perturbation de cet ordre public dont l'Etat a la garde et la défense. L'idée d'utilité sociale apparaît.

Nous avons rendu compte en sommaire aperçu, de la germination lente de l'idée de peine comme moyen de préservation et de défense sociale ; il nous reste pour approcher de notre véritable sujet, à marquer les étapes parcourues depuis l'ancien régime jusqu'à nos jours, et à faire ressortir combien a été

modifiée la notion primitive de la Faute et du Châtiment, dans le sens le plus élevé de justice et d'humanité par des améliorations successives, dont quelques-unes sont la gloire des milieux sociaux qui les ont fait naître.

A la sanction pour le crime commis a succédé la pensée d'intimidation contre le mal à venir ; comme le fait remarquer M. Saleilles, le droit pénal primitif était un droit pénal exclusif de l'idée de faute. L'idée de responsabilité au sens moderne du mot, lui restait étrangère.

Avec le droit canonique, cette idée va s'affirmer dans le domaine du droit pénal et avec elle, remarque importante, le point de vue subjectif va faire son apparition.

Tandis que le droit antérieur ne voyait que le dommage individuel, le fait matériel dans sa brutalité, le droit canonique verra surtout l'âme qui a péché et qu'il faut guérir, relever par l'expiation et la peine.

Cette idée a été l'idée directrice des officialités, justices d'Eglise.

Mais il ne faut pas croire que déjà cette application de la peine présentât les mêmes caractères suivant le critérium dont s'inspirent aujourd'hui les tendances modernes.

C'est une subjectivité « toute objective » qui

résulte de ce premier système pénal. Sans doute le point de départ se trouve dans la responsabilité de l'agent criminel mais le critère de la criminalité de l'agent se détermine exclusivement suivant la criminalité objective du fait ; il s'ensuit que la responsabilité pour chaque crime spécial varie pour chaque délinquant, non pas, suivant les diversités de natures et de tempéraments psychologiques, mais à raison des variétés d'exécution de chaque crime en particulier.

Individualisation, comme on le voit, bien différente de celle que nous poursuivons aujourd'hui.

Ce principe qui guida les juridictions ecclésiastiques fut adopté par les juridictions royales de l'ancien régime.

A cette époque, l'ancienne France n'avait pas de Code pénal.

La coutume (complétée pour certains cas spéciaux par la réglementation de la loi ou de l'ordonnance) inspirée du droit romain et des considérations philosophiques des juristes de l'époque constituait le fonds commun des règles du droit pénal dont les sanctions étaient assez peu variées : peine de mort sous formes différentes, mutilations pour crimes et délits graves, amendes pour infractions légères.

Période embryogénique où se retrouvaient les

germes de principes et d'institutions dont l'évolution a été si retardée.

*Peines arbitraires.*

La grande liberté laissée au juge dans l'appréciation de la peine, alors même que prévue par une ordonnance ou une loi, sous le prétexte que les circonstances prévues n'étaient pas les mêmes, aurait pu conduire au résultat obtenu seulement dans les temps modernes, si au lieu de se placer au point de vue de la classification des crimes, on avait songé à classer aussi les criminels.

Mais c'étaient là des idées qui n'étaient pas de l'époque et qui eussent offert de sérieux dangers dans leur application délicate.

Il faut encore mentionner l'institution de l'admonition (dont le principe survit encore dans plusieurs législations étrangères et dont le nouveau projet de réforme de notre Code pénal réclame la survivance modifiée sous le nom de pardon) (1).

Ce dernier mode de pénalité dont l'Eglise a la première fait application sous forme de pacte résolutoire comme le mentionne Bartole dans son *Commentaire* L. II. (*non solum*) § 1<sup>er</sup> D. de iniur, 47.10 :

---

1. *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 174.

d° 1902, p. 168.

« Isti officiales ecclesiæ consuerunt facere pacta et conventiones cum rebellis redeuntibus ad obedientiam hoc modo : liberamus et remittimus vobis omnia delicta quas incurristis usque ad præsentem diem, hoc pacto, quod si de cætero similia attentabitis, reinceditis in omnes istas sententias ;

semble déjà en harmonie avec nos institutions pénologiques modernes.

N'est-ce pas déjà une forme de condamnation conditionnelle ?

Cette institution originaire des officialités ecclésiastiques avait été l'occasion de l'admonition séculière avec cette différence que la menace passive de la pénalité religieuse, faisait place à une réprimande adressée à l'accusé par le juge, sous peine alors de châtimement plus sévère.

La rafale révolutionnaire, provoquée par l'esprit philosophique du XVIII<sup>e</sup> siècle détruisit ces principes et ces institutions sous l'indignation qu'avaient provoqué leurs abus scandaleux.

Ainsi disparut le système des peines arbitraires, qui laissait aux juges les pouvoirs les plus étendus — c'était l'individualisation, la plus large qu'on pût rêver ; sagement pratiquée, elle eût donné les meilleurs résultats — il n'en a malheureusement pas été ainsi.

Les juges n'ont cherché ni à amender le coupable,

ni à être indulgents pour ceux qui pouvaient offrir des chances de retour au bien — il voyaient surtout la peine en tant qu'instrument de répression et par là-même d'intimidation et cette manière de voir était générale à tous les juges quel que fût leur rang ; baillis, présidiaux, cours prévôtales, Parlements, semblaient rivaliser de zèle et comme d'intensité dans le choix des peines et dans leur application. Cette grande liberté et ce désordre étaient encore augmentés par la faculté que s'était réservée la Royauté, d'instituer par lettres patentes des commissions chargées de juger certaines affaires criminelles.

Combien sont nombreuses dans notre histoire judiciaire, leurs traces sanglantes ! Elles constituaient avec les lettres de cachet dont l'usage allait toujours grandissant à mesure que s'étendait le pouvoir royal, l'abus le plus redoutable de l'ancien régime.

Je ne mentionne qu'en passant les outrageantes inégalités de peine que provoquait le rang social du coupable !

L'esprit public avant le xviii<sup>e</sup> siècle s'accommodait fort bien de la législation criminelle du temps. La cruauté du système pénal, son inégalité et son arbitraire paraissaient aux meilleurs esprits de l'époque, des rigueurs nécessaires.

Au xviii<sup>e</sup> siècle, le point de vue change, et la Révolution, en modifiant le système du droit pénal,

ne fait qu'accorder des réformes depuis longtemps réclamées par l'opinion, « travaillée » par le mouvement philosophique qui avait créé une nouvelle conscience populaire.

La France ne voulait plus accepter les concessions partielles, octroyées par un pouvoir demeuré absolu et toujours maître de reprendre par un coup de despotisme, ce qu'il n'avait accordé qu'à la force de nécessités et de besoins disparus. Elle réclama et obtint la réunion des Etats généraux. Elle enferma l'expression de ses espérances et de ses volontés dans les cahiers remis à ses mandataires.

Ce qu'ils demandent au nom du peuple, c'est précisément ce que les publicistes réclamaient depuis cinquante ans au nom de la raison.

Les philosophes avaient effacé dans la conscience populaire tout respect et tout attachement pour la vieille monarchie et ses institutions — ils ne s'étaient pas contentés de détruire ; ils avaient élevé en dehors et au-dessus de la société de leur temps, une société idéale dont l'esprit public n'avait point tardé à s'éprendre si vivement, qu'il n'aspirait à rien autant qu'à lui donner la réalité et la vie.

Cette passion se dévoile entière dans les cahiers du Tiers.

Qui ne sent ici d'ailleurs l'influence des idées du *Contrat social*? Une loi de répression ne saurait être

pour Rousseau qu'un engagement contracté par chaque citoyen envers tous les autres, de se soumettre à une certaine peine s'il commet un certain délit : elle ne peut donc accorder à un homme, si juste, si impartial qu'il puisse être, le droit de régler le sort d'un autre homme par un acte de sa volonté propre. Il faut que le magistrat qui vient de convaincre un criminel puisse lui dire en lui montrant la loi :

« Ce n'est pas moi qui te juge, c'est toi-même qui te condamnes par une loi que tu as reconnue — », le coupable ayant encouru telle clause pénale prévue par le contrat — il n'y a qu'à l'appliquer.

— Il n'est pas ici le lieu de discuter sur la part d'utopie contenue dans le *Contrat social* — nous n'avons qu'à constater la part d'influence qu'il a eue sur l'évolution des idées à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle ; les doléances des cahiers des Etats Généraux en portent le reflet :

« Pour qu'une peine ne soit pas une violence, d'un seul ou de plusieurs contre un citoyen, disent-ils, elle doit être publique, prompte, nécessaire et... fixée par la loi. »

« Que le Code criminel soit réformé et que le Juge soit tenu de juger suivant le texte précis de la loi sans pouvoir s'en écarter sous prétexte d'interprétation. »

Egalité, personnalité et adoucissement du système pénal, suppression de l'arbitraire du juge, au double

point de vue de la détermination des faits délictueux et de la détermination des peines, obligation de motiver les sentences, — institution du jury, telles sont les grandes lignes qui vont servir de cadre au droit criminel nouveau.

### *Peines fixes*

La Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789 est le préambule philosophique, la proclamation des principes posés par les écrivains et les penseurs du XVIII<sup>e</sup> siècle ; des lois qui vont suivre n'en sont que l'application stricte.

Aux peines arbitraires de l'ancien régime, elle oppose le principe que « nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée ».

Une loi du 21 janvier 1790 décrète que « les délits de même genre seront punis du même genre de peines, quels que soient le rang et l'état du coupable ».

Une loi nouvelle du 22 juillet 1791, relative à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle vient réglementer, avec une certaine atténuation dans l'inflexibilité des principes directeurs, la pénalité correctionnelle, en laissant au juge un maximum et

un minimum entre lesquels il pouvait se mouvoir.

La rigueur du système proposé en réaction contre l'ancien régime, apparaît dans toute son inflexibilité, mise en œuvre par une loi, en date du 6 octobre 1791.

Le vice capital de cette législation, est la fixation invariable d'une peine pour chaque fait sans minimum ni maximum entre lesquels le juge aurait pu proportionner la pénalité. C'est l'opposé de l'arbitraire de l'ancien régime. C'est, en haine de sa jurisprudence toute-puissante qu'on s'était jeté dans l'excès contraire, en enlevant entièrement au juge la faculté de mesurer la peine à la culpabilité individuelle si variée des condamnés.

Le syllogisme parfait de Beccaria est réalisé :

La majeure doit être la loi générale, la mineure, l'action conforme ou non à la loi, la conséquence, la liberté ou la peine.

Ce système quoique constituant une arme très sûre contre l'arbitraire, met le juge dans l'impossibilité de proportionner la peine à la criminalité du fait ; si les cas et les conditions prévus par la loi se trouvent réunis, le délinquant encourt la peine fixée par le texte de la loi — peu importe toute circonstance de fait que n'a pas prévu le Code.

On était parti d'un principe juste : qu'il appartient

au législateur de garantir l'individu contre tout despotisme ; l'application pratique fut défectueuse.

Il faut non seulement que la peine soit fixée par la loi, mais il faut encore qu'elle soit juste ; elle ne le sera que si elle peut être proportionnée à la gravité du délit et à la perversité du délinquant ; c'est ce que nous appelons aujourd'hui l'individualisation de la peine, or cette individualisation ne doit pas être faite exclusivement par le législateur, parce qu'il ne peut pas prévoir toutes les espèces, faire toutes les distinctions — parce qu'il ne connaît pas l'individu à condamner. Voilà pourquoi cette loi qui prétendait être égalitaire, ne l'était pas, car les culpabilités à égale matérialité de fait, sont différentes. Ce système de responsabilité objective s'opposait à cette interprétation ; la suppression du droit de grâce en est une conséquence nouvelle. Dans toutes ces dispositions, on cherche la justice, on ne trouve que la loi.

Nous passerons sous silence l'époque troublée de la Révolution où rétablissant contre le passé les instruments du passé (l'arbitraire des commissions), etc., la Terreur usa contre de nombreux citoyens d'autres armes que les lois, d'autres arguments que le droit et la justice.

Un sénatus-consulte du 16 thermidor, an X, époque où le pouvoir personnel s'affirme, vient d'établir

le droit de grâce, supprimé par une erreur de la Constituante, par une réaction exagérée contre les abus auxquels son exercice avait donné lieu dans notre ancien droit. Il a été conservé depuis lors par toutes nos constitutions, car il est rationnel, en effet, que le droit de remettre ou de réduire la durée des condamnations pénales appartienne au pouvoir chargé de cette exécution.

*Code de 1810. Peines entre deux limites.*

Une époque nouvelle va s'ouvrir. Avec le Code de 1810, nous voyons diminuer dans une large mesure, l'inflexibilité du système de droit intermédiaire. C'est un développement ou plutôt une transformation de l'ancienne théorie qui consistait à prétendre qu'en face d'un même acte, tout homme avait une égale liberté.

Il n'était pas possible, comme le dit M. Saleilles, de rester dans une conception aussi simpliste du libre arbitre.

Tout acte voulu peut n'être pas un acte libre ou tout au moins un acte de liberté.

Tout acte libre n'est pas produit par une même somme de liberté.

Les rédacteurs du Code pénal s'en sont quelque peu rendu compte, et c'est beaucoup pour cela, pour

proportionner la peine à ce dosage de la liberté, en même temps qu'à la responsabilité objective du fait, qu'ils avaient admis des peines variables entre deux limites fixes.

Le Code de 1810 a pour caractère d'organiser la défense sociale au moyen de l'intimidation ; l'efficacité d'une peine, pour lui, se mesurant moins sur sa rigueur que sur la crainte qu'elle inspire ; dans son système de pénalité il se propose de menacer et de frapper le coupable ; l'idée d'amendement lui est étrangère.

La perpétuité de certaines peines est rétablie, et avec elles, la mort civile, la confiscation générale, la marque, le carcan, etc. Cependant l'idée d'utilité sociale par l'intimidation est complétée par l'idée de justice.

Il laisse une certaine latitude aux juges pour l'application des peines en établissant un minimum et un maximum et en admettant mais, parcimonieusement la déclaration de circonstances atténuantes pour menus délits correctionnels ne dépassant pas vingt-cinq francs comme préjudice.

On aurait pu étendre le domaine de cette dernière institution, venue après le système des excuses judiciaires admis par le Code de brumaire an IV, en l'appliquant aux crimes ; mais les idées de l'époque répugnaient à de si importantes concessions

qu'elles considéraient comme des empiètements sur le domaine de la loi.

De même, le législateur de 1810, tout en essayant d'assurer à la répression légale le plus de fixité possible, n'a pas négligé de prévoir certains cas où la liberté n'étant plus entière il convenait d'atténuer la peine par une excuse. (A 67, 321, 324.)

Mais c'est ici une détermination légale.

### *Du Code à la loi Béranger*

Telles furent les mesures timides « d'appropriation » de la peine d'après le Code pénal.

Depuis lors, bien des améliorations ont été introduites ; un aussi long espace de temps ne pouvait évidemment s'écouler sans que de profondes modifications fussent apportées à l'œuvre primitive : les changements politiques, les faits économiques nouveaux, les habitudes sociales différentes devaient entraîner des séries de formes ; les conceptions théoriques du droit pénal devaient varier et amener dans la pratique de sérieuses transformations (comme nous le constaterons surtout dans la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle).

En effet, plus on avance et plus on voit se développer une idée nouvelle : il ne faut pas seulement, estime-t-on, considérer le crime qui a été commis ;

il faut encore connaître la responsabilité personnelle de son auteur et donner au juge le moyen de proportionner la peine au degré de criminalité du délinquant.

Ihering a dit que l'histoire de la peine est une constante abolition. Le *xix<sup>e</sup>* siècle en apporte une justification frappante.

La charte de 1814 d'abord, vient abolir la confiscation générale.

Une loi du 21 juin 1824, sous la pression des nécessités pratiques, vint admettre ensuite que dans certains cas et pour certains crimes des circonstances atténuantes pourraient être accordées et la peine abaissée au-dessous du minimum.

C'étaient des crimes au sujet desquels l'expérience avait montré que le jury avait acquitté trop souvent trouvant la loi trop dure.

Mais les concessions n'étaient pas encore suffisantes. — Cette loi, déclarant que ce serait la cour d'assises et non le jury qui accorderait les circonstances atténuantes — il advint que le jury, dans l'incertitude de la cour, déclarait alors par « pieux mensonge » la non-culpabilité du prévenu.

C'était une mesure trop timide que la Revision du Code, en 1832, vint modifier, par l'extension possible des circonstances atténuantes à tous les crimes quels qu'ils soient, accordées désormais par le jury qui

devient, ainsi dans une certaine mesure, le maître de la pénalité.

Cette réforme profonde, venant modifier l'économie du Code pénal, donne aux juges de la culpabilité, le droit de déterminer avec une certaine latitude, la moralité juridique des actes dont ils reconnaissent le prévenu coupable et leur procure le moyen d'obtenir une proportion plus exacte entre la peine et la gravité du fait pour lequel elle est appliquée.

Les pouvoirs du juge vont ainsi en grandissant ; le second Empire les avait quelque peu entravés et comprimés en 1863, car les régimes autocratiques ont toujours tendu à protéger la peine légale contre les atteintes de l'individualisation judiciaire ; un décret de 1870 vint abroger ces mesures attentatoires.

L'adoucissement du système pénal s'accroît ; la marque est supprimée par la loi du 28 avril 1832, une division des peines criminelles en deux catégories est réglementée, suivant deux échelles distinctes, l'une pour les crimes de droit commun, l'autre pour les crimes politiques.

Un décret d'avril 1848 vient interdire formellement « l'exposition publique » et quelque mois plus tard une constitution du 4 novembre de la même année vient abolir la peine de mort en matière politique, remplacée par la déportation en enceinte fortifiée.

L'abolition continue.

Une loi du 31 mai 1854 vient supprimer la mort civile, et c'est ensuite, par une loi du 23 janvier 1874 la réorganisation de la surveillance de haute police, son abolition et son remplacement par l'interdiction de séjour aux termes de la loi du 27 mai 1885.

Nous avons ainsi constaté qu'en outre du développement de l'institution des circonstances atténuantes, le système pénal avait subi de continuelles améliorations par la suppression de flétrissures inutiles, d'inutiles cruautés que ne justifiaient point les nécessités de la défense sociale.

« Le but du châtiment, disait Beccaria n'est ni de tourmenter ni d'affliger un être sensible, il n'est autre que d'empêcher le coupable de nuire encore à la société et de détourner ses concitoyens de tenter des crimes semblables ; parmi les peines et la manière de les infliger il faut donc choisir celle qui doit faire l'impression la plus efficace et la plus durable sur l'esprit des hommes et la moins cruelle sur le criminel. »

Tout châtiment dont la nécessité n'est pas absolue devient tyrannique.

C'est le « Pas plus qu'il n'est juste,

Pas plus qu'il n'est utile », de l'école éclectique.

Sous l'influence des écoles pénitenciaires, le législateur ne se contenta pas de restreindre la peine aux

nécessités de la défense sociale, il voulut encore que ce châtiment, et c'est ici l'idée dernière de la politique criminelle qui apparaît, tendit à l'amendement du condamné à son reclassement après libération.

L'exécution de la peine devient moralisatrice ; et c'est dans ce but qu'il supprima les bagnes, réorganisa la transportation, décréta la transformation des prisons départementales en prisons cellulaires, réorganisa la libération conditionnelle et rendit plus accessible la réhabilitation.

La première partie de notre loi du 26 mars 1891, relative à la condamnation conditionnelle procède de cette même idée.

Il semble qu'on peut dès à présent affirmer que les lois répressives sont à elles seules impuissantes à combattre efficacement la récidive, ce redoutable danger social, et que pour être complète, l'œuvre de moralisation sociale que poursuit le législateur doit comprendre, indépendamment des dispositions qui punissent la récidive, des mesures propres à la prévenir.

La loi de 1891 présente le double aspect d'une mesure répressive et préventive.

## CHAPITRE II

### Loi française du sursis

---

La loi Béranger du 26 mars 1891 est une des applications les plus heureuses de l'idée moderne de l'individualisation de la peine, en même temps qu'un ingénieux procédé de politique criminelle, qui a déjà produit de très appréciables résultats,

Pour arrêter le torrent sans cesse grossissant de la récidive dont la statistique est le véritable étiage de la criminalité, il fallait trouver le moyen d'enrayer sans dangers les éléments primordiaux de cet état complexe — et avancé — il fallait enfin par une judicieuse et prudente application de la première peine — éviter à des individus n'ayant pu résister au premier égarement, la marche forcée vers le mal.

La loi du 26 mars 1891 a été une puissante digue jetée contre cette marée montante.

Une opinion assez fausse, répandue dans le public,

ne voit dans la loi Bérenger qu'une loi de bonté et de pardon ; elle est avant tout une loi de prévoyance sociale : l'absolution d'une première faute n'est pas un but pour elle, mais un moyen d'éviter d'autres fautes dans l'avenir.

Le sursis n'est pas une simple faveur, comme on le croit vulgairement — mais une épreuve « un substitut de la peine » comme disent les Italiens — un procédé pénal généreux mais menaçant.

Il fallait éviter au délinquant primaire qu'une première faute peut-être légère, avait amené devant les Juges et qui, peut-être avait déjà recueilli une salubre frayeur devant l'appareil de la Justice — le contact malsain de la prison, qui, en principe, devant être moralisateur, ne l'est pas.

Il fallait l'arracher à des promiscuités dangereuses, à la fréquentation d'individus plus experts que lui et plus avancés dans le crime, dont les enseignements et les conseils eussent été déprimants et corrupteurs.

Beccaria, au XVIII<sup>e</sup> siècle s'élevait avec véhémence contre les dangers que présentait la promiscuité des condamnés dans les prisons en appelant ces établissements des écoles publiques de perversité ; sans doute, depuis l'époque où Beccaria s'indignait de ce que les délinquants fussent ainsi groupés sans catégories, suivant le degré de perversité, le mal résul-

tant de cette corruption s'est atténué sous les efforts persévérants des écoles pénitentiaires.

Mais tous les dangers n'ont pas été évités, les améliorations projetées en présence des résultats obtenus en Amérique, Allemagne, Suède, Norwège, Danemark, Toscane, Pays-Bas n'ont été qu'en partie exécutées, des difficultés de toutes sortes, inhérentes à la réalisation du régime pénitentiaire, le nombre de plus en plus croissant des repris de justice et surtout des difficultés budgétaires ont empêché la complète réalisation du plan projeté par la loi de 1875.

On ne s'étonne plus depuis longtemps, qu'après avoir subi, même pendant quelques jours, le contact de cette dégradante promiscuité, l'homme qui est entré en prison à la suite d'une défaillance du sens moral, mais dont la conscience est vivace, en sorte déprimé par cette atmosphère corruptrice qu'il a respirée et à laquelle il s'est acclimaté peu à peu.

Il a perdu l'estime de lui-même, le désir du relèvement, il se sent amoindri, déclassé.

Quant à l'intérêt social qui conspire avec la justice en faveur d'une miséricorde très légitimement en éveil chez le juge vis-à-vis de gens qui viennent pour la première fois s'asseoir sur le banc des prévenus, il apparaît très nettement dans ces paroles que le rapporteur M. Barthou prononçait à la séance de la Chambre des députés du 3 mars 1891 : « Alors même

que les tribunaux correctionnels se trouvent en présence d'une première faute, ils usent rarement de la faculté que la loi leur confère de ne prononcer qu'une simple amende.

« La prison est la peine ordinaire qu'ils appliquent. Or la prison, il n'y a ni témérité ni excès à le dire, corrompt le condamné plus qu'elle ne le corrige et qu'elle ne l'amende.

Elle affaiblit son énergie par le déshonneur, tue le remords par l'habitude, égare la conscience par les mauvais contacts... de telle sorte que de l'aveu de tous les criminalistes, le relèvement moral est devenu presque impossible à celui, qui une fois dans sa vie a subi la peine de l'emprisonnement. »

M. Béranger a pensé que s'il est nécessaire de frapper plus énergiquement le malfaiteur d'habitude ou de profession, sur lequel la souffrance physique résultant de la privation de la liberté et du régime sévère de la prison paraît seule avoir quelque prise, il y aurait au contraire des avantages non moins grands à se montrer indulgent vis-à-vis des délinquants primaires, dont la faute pouvant être le résultat d'un entraînement passager et presque irréfléchi, ne constitue souvent qu'une sorte d'accident ne révélant pas, en tout cas, une perversité incurable.

La menace toujours suspendue de la peine, le souvenir de l'indulgence des juges amèneront sans doute

un retour du coupable sur lui-même et aideront mieux à son relèvement qu'un séjour, même de courte durée, dans les prisons dont l'influence démoralisatrice développe presque infailliblement les mauvais germes qu'on aurait encore pu détruire.

Telle est la pensée généreuse et habile du promoteur de la loi de 1891 qui a compris que la Récidive avait « plus sa cause dans les prisons qu'au dehors » et qu'en évitant ce contact pernicieux à certains délinquants primaires, propres à l'amendement, il arrêta la criminalité croissante, si inquiétante pour l'ordre social.

On a dit de la condamnation conditionnelle que c'est une institution « qui a eu du succès » ; malgré certaines appréhensions qui l'ont accueillie à son origine et bafouée sous le nom de « mesure pour rien » elle fait son tour d'Europe, triomphalement.

Pour la première fois, M. Bérenger déposait à la séance du 26 mai 1884, une proposition de loi « sur l'aggravation progressive des peines en cas de récidive et leur atténuation en cas de premier délit ».

Le 19 juillet suivant, MM. Michaud Schœlcher et Mazeau, disposèrent, au nom de la commission d'initiative parlementaire, un rapport sommaire à la suite duquel la proposition fut prise en considération par le Sénat.

M. le Garde des sceaux déclara que le gouverne-

ment adoptait les principes de la proposition, après que M. Trarieux eut proposé d'étendre le bénéfice du sursis à l'amende.

L'ensemble de la loi fut adopté à la séance du 4 juillet.

Six années s'écoulèrent.

De ces deux projets devait sortir la loi de 1891.

A la suite du dépôt du rapport de M. Béranger au Sénat, le 23 mai 1890, le projet fut discuté de nouveau, fournit ensuite à la Chambre l'occasion d'une brillante joute oratoire, et revint devant le Sénat, qui, sur le nouveau rapport de la Commission, l'admit tel qu'il avait été voté par la Chambre.

La loi, promulguée le 26 mars 1891, parut le 27 à l'*Officiel*.

En voici le texte :

ARTICLE PREMIER. — En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime et délit de droit commun les cours ou tribunaux peuvent ordonner par le même jugement et par décision motivée qu'il sera sursis à l'exécution de la peine — si pendant le délai de cinq ans à dater du jugement et de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera comme non avenue.

Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

ART. 2. — La suspension de la peine ne comprend pas le paiement des frais du procès et des dommages-intérêts. Elle ne comprend pas non plus les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation. Toutefois les peines accessoires et ces incapacités cesseront d'avoir effet du jour où, par application des dispositions de l'article précédent, la condamnation aura été réputée non avenue.

ART. 3. — Le président de la Cour ou du tribunal doit, après avoir prononcé la suspension, avertir le condamné qu'en cas de nouvelles condamnations dans les conditions de l'article premier, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 57 et 58 du Code Pénal.

ART. 4. — La condamnation est inscrite au casier judiciaire mais avec la mention expresse de la suspension accordée. Si aucune poursuite suivie de condamnation dans les termes de l'article premier § 2 n'est intervenue dans le délai de cinq ans, elle ne doit plus être inscrite dans les extraits délivrés aux parties,

L'article 5 concerne les modifications apportées aux articles 57 et 58 du Code pénal (récidive).

L'article 6, l'applicabilité de la loi aux colonies où le Code pénal métropolitain a été déclaré exécutoire.

ART. 7. — La présente loi n'est applicable aux condamna-

tions prononcées par les tribunaux militaires qu'en ce qui concerne les modifications apportées par l'article 5 ci-dessus aux articles 57 et 58 du Code pénal.

Nous rendrons compte dans le chapitre suivant, de l'abrogation de ce dernier article en ce qui concerne l'institution du sursis par la loi récente du 28 juin 1904.

Cette loi de 1891 dans un but d'atténuation et pour prévenir la récidive permet aux juges d'ordonner le sursis à l'exécution de la peine par eux prononcée ; de telle sorte que, si dans un certain délai le condamné ne commet pas une nouvelle infraction d'une certaine gravité, sa condamnation sera considérée comme non avenue. Ce sursis constitue ainsi pour le condamné, un encouragement à se bien conduire, par la perspective de voir anéantir la condamnation qui l'avait frappé.

#### *Conditions de l'obtention du sursis*

Les cours et tribunaux ne peuvent accorder le sursis à l'exécution de la peine qu'à une double condition :

- 1° Qu'il s'agisse d'une condamnation à la peine de l'emprisonnement ou à celle de l'amende ;
- 2° Que l'inculpé n'ait pas subi de condamnation

antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun.

*Première condition.* — Telle est la limitation des peines pour lesquelles il est permis aux juges de prononcer un sursis à l'exécution : l'emprisonnement, l'amende ; l'emprisonnement, quelle qu'en soit la durée, l'amende, quelle qu'en soit la quotité.

En ce qui concerne l'emprisonnement, la Cour de Cassation a jugé, par arrêt du 25 mars 1892, qu'il résulte des travaux préparatoires que, sans se préoccuper de l'infraction commise, le législateur s'est uniquement attaché au caractère de la peine prononcée pour déterminer les cas où la mesure serait applicable.

De plus l'emprisonnement susceptible de sursis doit être un emprisonnement à titre de peine, comme l'indique l'article 1<sup>er</sup> de la loi, ce qui exclut la détention dans une maison de correction que peuvent prononcer les juges contre un mineur de 16 ans ayant agi sans discernement (de 18 ans d'après la nouvelle loi Cruppi du 12 avril 1906).

On ne peut scinder pour partie soit l'emprisonnement, soit l'amende, mais on peut scinder l'une de l'autre en accordant par exemple le sursis pour l'emprisonnement et en exigeant le paiement de l'amende.

A un autre point de vue, alors même que des cir-

constances atténuantes ne pourraient être accordées suivant le texte de quelques lois, la généralité de la loi Bérenger autorise l'exercice du sursis.

A ce principe que le sursis peut-être accordé lorsque la condamnation actuelle est à l'emprisonnement ou à l'amende, il existe des exceptions résultant soit d'un texte formel, soit de l'esprit de la loi.

Avant la législation récente du 28 juin 1904, les condamnations prononcées par les tribunaux militaires étaient exclues par l'article 7 de la loi de 1891, du bénéfice de cette institution ; nous mentionnerons dans le prochain chapitre l'étendue d'application de la loi nouvelle.

Sont exclues du bénéfice du sursis, les condamnations en matière de contraventions. Cette exception qui ne résulte pas d'un texte formel, est admise par la Jurisprudence.

La raison qu'on avait donnée de cette exclusion se basait, sur ce que le sursis était essentiellement fait pour corriger les individus qui auraient prouvé leurs aptitudes anti-sociales — et qu'on ne retrouvait pas dans la contravention un élément suffisant de menace, une intention suffisamment mauvaise pour faire intervenir ce mode d'amendement. On prétendait encore que les condamnations de simple police ne réprimaient que des infractions matérielles négligeables au point de vue social.

Ce second mode d'interprétation est erronné, car le sursis est applicable à toutes espèces de délits, même matériels et refusé pour des contraventions qui sont de véritables infractions intentionnelles.

La Jurisprudence prétend que l'admission du sursis pour les contraventions détruirait la symétrie de la loi — le délai d'épreuve de cinq ans correspondant à la prescription des peines en matière correctionnelle.

En attendant la réalisation du projet de Code pénal qui vient apporter une plus juste proposition entre le délai d'épreuve et le montant de la condamnation — pourquoi priver de ce bénéfice précieux réservé à des individus coupables de crimes et de délits, des délinquants qui n'ont été passibles que d'une simple contravention.

Le système belge est sur ce point, plus généreux.

On a souvent regretté que le sursis ne pût être accordé par le juge de simple police, du moins quand il prononce une peine corporelle. Les prisons où se subissent les peines prononcées ne sont pas plus moralisatrices que celles où sont détenus les condamnés correctionnels.

A la séance du 20 juin 1902, une proposition en ce sens, émanée de MM. Léon Pasqual, Bersez, Cardon, députés du Nord, fut déposée à la Chambre. Elle n'a malheureusement pas eu de suite. Il serait dési-

nable, comme le souhaitait l'*Officiel*, qu'elle fût reprise.

L'application de sursis aux condamnations encourues pour délits prévus par des lois spéciales ne fait pas en jurisprudence, l'objet d'un doute sérieux, mais il est généralement admis malgré quelques arrêts contraires (1), que la loi du 26 mars 1891, est inapplicable aux condamnations à l'amende prononcées en matière fiscale. La doctrine est divisée.

La Cour de cassation qui a consacré l'inapplicabilité, l'explique par ces motifs que les peines fiscales, telles que la confiscation et les amendes sont moins des peines que des réparations civiles et tombent par suite comme dommages-intérêts sous le coup de l'article 2 de la dite loi qui déclare le sursis inapplicable aux dommages-intérêts.

L'exclusion du bénéfice de la loi s'étend aux amendes, prononcées pour infractions aux lois sur les douanes qui sont « moins des peines que des réparations causées au Trésor » suivant l'expression de la Cour de cassation dans un arrêt du 22 décembre 1892, ainsi qu'aux amendes forestières : ce sont

---

1. Rennes, 3 juin 1891. S. 91. 2. 249. — Lyon, 19 novembre 1891. S. 92. 2. 56. — Lorient, 25 mars 1892. *Gaz. des Trib.*, 28-29 mars 1892.

là des réparations du préjudice causé par les fraudeurs.

*Deuxième condition.* — Pour qu'il y ait lieu au sursis de l'emprisonnement ou de l'amende la loi exige que le condamné n'ait pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun.

On doit entendre par condamnation antérieure, une condamnation définitive et irrévocable qui a pu servir d'avertissement et qui a précédé la nouvelle infraction, (à moins qu'elle ne soit mise en oubli par l'amnistie, annulée par la revision, ou effacée par la réhabilitation), auxquels cas elle est censée non avenue.

Pour que cette condamnation antérieure soit un obstacle à l'obtention du sursis, elle doit réunir certains caractères.

1<sup>o</sup> Elle doit être une condamnation à l'emprisonnement et (*à fortiori* à une peine criminelle); mais une condamnation à l'amende ne suffirait pas à priver du bénéfice du sursis.

2<sup>o</sup> Elle doit avoir été prononcée pour crime ou délit, par suite, (comme nous l'avons vu plus haut), une condamnation à l'emprisonnement pour contravention de simple police ne ferait pas obstacle au sursis, d'autant plus que les condamnations en ma-

tière de simple police ne figurent pas au casier judiciaire.

3° Elle doit avoir été prononcée pour crime ou délit de droit commun.

Cette expression exclut certainement les infractions politiques et les infractions purement militaires, car d'une part la loi du 27 mai 1885 ne fait pas entrer en compte pour la rélégalion ces deux catégories d'infractions et les oppose nettement aux infractions de droit commun.

La loi de 1891 qui répond à des préoccupations identiques, a dû prendre cette expression dans le même sens.

### *Comment est accordé le sursis.*

Le sursis à l'exécution de la peine de l'emprisonnement ou de l'amende n'est pas obligatoire, mais facultatif pour les juges.

En tout cas, il ne peut être accordé que par le jugement même qui prononce la condamnation et par une décision motivée (art. 1 de la loi).

Le président de la cour ou du tribunal doit, après avoir prononcé le sursis, avertir le condamné qu'en cas de nouvelle condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de

droit commun, commis dans les cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde (C. de c., 5 février 1898) et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 57 et 58 du Code pénal, modifiés par la même loi de 1891.

Le sursis peut même être accordé en cas de défaut ; la loi semble bien supposer, il est vrai, que le prévenu est présent pour y recevoir l'avertissement qu'elle prescrit, mais elle considère le cas le plus ordinaire sans vouloir exclure ce cas exceptionnel.

Le sursis n'étant ni une admonition répressive, ni une pure faveur, mais une mesure d'intérêt général ne doit pas être subordonné à la présence du délinquant. (La jurisprudence italienne s'est prononcée tout dernièrement en ce sens.)

### *Effets du sursis.*

D'après l'article 1 de la loi « il sera sursis à l'exécution de la peine pendant le délai de cinq ans, si... tel est le délai d'épreuve.

Deux hypothèses sont à envisager :

a). L'épreuve peut réussir, l'individu ne commettant pas dans le délai une nouvelle infraction ;

b) Ou elle peut échouer dans le cas contraire.

Envisageons tout d'abord, les conséquences de la condamnation conditionnelle pendant le délai d'épreuve.

Le sursis a pour effet immédiat de suspendre l'exécution de la peine de l'emprisonnement ou de l'amende ; mais cette suspension de la peine ne comprend pas :

1° Les peines accessoires ou incapacités résultant de la condamnation. Pour les peines accessoires telles que les incapacités en matière électorale, la déchéance obligatoire de la puissance paternelle, etc., aucune difficulté ne s'élève : ces peines sont attachées à la condamnation sans que le juge ait à les prononcer et sans qu'il puisse par conséquent en dispenser le condamné ;

2° De même le régime du sursis est étranger à toutes les condamnations aux frais, dommages-intérêts, restitutions qui sont exigibles suivant les modes ordinaires. Le condamné, malgré le sursis, sera passible de la contrainte par corps pour le recouvrement de ces condamnations ;

3° La condamnation conditionnelle doit être portée au casier judiciaire (bulletin n° 1), mais avec la mention du sursis accordé. Elle sera relevée avec la même mention sur le bulletin n° 2, délivré aux magistrats. Quant au bulletin n° 3, la loi du 5 août 1899 fait une distinction : une condamnation avec sursis à

un mois ou à moins d'un mois d'emprisonnement, avec ou sans amende, et par suite une condamnation avec sursis à l'amende sans emprisonnement ne doivent pas être portées sur ce bulletin, encore que le délai de cinq ans prévu par l'article 4 de la loi de 1899, ne soit pas expiré.

Pour les autres condamnations avec sursis, elles figurent sur le bulletin n° 3, délivré aux particuliers, avec la mention du sursis pendant la période d'épreuve.

*Première Hypothèse.* — Le délai est expiré, l'individu n'ayant pas commis une nouvelle infraction déterminée. La condamnation est alors réputée comme non avenue et telles en sont les conséquences :

Elle ne doit plus figurer dans les extraits du casier judiciaire remis à l'intéressé (Bulletin, n° 3). La condamnation se trouvant ainsi non avenue, il en résulte juridiquement, qu'elle ne pourrait plus être dans l'avenir un obstacle à l'obtention d'un nouveau sursis, si le condamné se rendait coupable d'une nouvelle infraction à la loi pénale — qu'elle ne pourrait plus servir de base à une aggravation de peine pour cause de récidive ; qu'elle ne compterait pas dans le nombre des conditions nécessaires pour entraîner la relégation — qu'enfin les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation et dont l'exé-

cution n'était pas suspendue cessent désormais d'avoir leur effet (art. 2).

Cette révocation ou résolution de la condamnation est une sorte d'amnistie conditionnelle accordée à l'avance par le législateur — ou plutôt elle constitue une réhabilitation légale, ayant lieu de plein droit, sans demande, ni enquête, ni intervention de la justice.

*Deuxième Hypothèse.* — Pendant le délai de cinq ans, le condamné a encouru une poursuite, suivie d'une condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun.

Dans ce cas, le condamné, s'étant montré indigne de la faveur de la loi est déchu du bénéfice du sursis qui lui avait été accordé. Par suite, la condamnation qui l'avait frappé, devient exécutoire et la première peine, dit la loi, sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

(Une exception se rencontre à cette règle de la loi, lorsque la deuxième condamnation est à la peine de mort ou des travaux forcés à perpétuité.) On évite ainsi une atténuation de peine, inopportune.

En prévoyant le cas où le condamné a dans le délai de cinq ans, encouru une poursuite, la loi suppose que le crime ou le délit a été commis dans les cinq ans, mais il n'est pas nécessaire que la condam-

nation ait été elle-même prononcée dans ce délai.

Ce qu'il faut considérer, dit un arrêt de la Cour de cassation en date du 14 décembre 1901, « c'est la date du fait » — la loi fixe le *dies ad quem*, non pas au jour de la seconde condamnation, ni du commencement des poursuites, mais à celui où le condamné les a encourues par son infraction — la condamnation étant une chose accidentelle, n'ayant aucun rapport avec la conduite de l'individu.

Par suite de la déchéance du sursis, la première condamnation se trouvant devenue définitive, reste inscrite au casier judiciaire et dans les bulletins délivrés aux parties. En outre, elle sera prise en considération pour l'application des règles de la récidive et comprise, au besoin, dans le calcul du nombre des condamnations nécessaires pour entraîner la relégation.

Comme nous l'indiquions plus haut, cette institution du sursis n'est ni une prime, ni une faveur. Mais une épreuve, un traitement pénal susceptible de rigueur pour les individus rebelles à l'amendement.

Depuis 1891, la loi Bérenger a subi peu de modifications. Nous avons mentionné la disposition relative à l'inscription au casier judiciaire, du 5 août 1899.

Nous étudierons dans le prochain chapitre l'extension faite des dispositions de la loi, aux juridictions militaires.

On s'est occupé cependant à plusieurs reprises à apporter des changements au texte de 1891.

Une commission fut constituée en 1887 au Ministère de la Justice, sous la présidence de M. Ribot, dans le but de préparer la réforme de la législation pénale.

La partie du projet relative à l'institution du sursis (art. 67 à 69) est moins libérale que la loi de 1891 ; la peine prononcée susceptible de sursis ne doit pas dépasser trois mois ; et c'est là une limitation regrettable ; « A supposer dit M. le Poittevin, que l'application de la loi plus large de 1891 ait amené des inconvénients : se répéteraient-ils quand l'expérience judiciaire les aura constatés ? Toute institution nouvelle demande un peu de pratique pour prendre en quelque sorte son niveau ; il ne faut pas le lui imposer à outrance, dans une formule inéluctable. »

Quant au délai d'épreuve il est modifié et réduit à trois années. La condamnation sera considérée « comme exécutée » ; il n'y aura donc plus de réhabilitation « *ipso facto* » ; elle devra être désormais méritée suivant le droit commun.

Ce projet n'a pas encore était soumis au Parlement.

Une loi du 4 mai 1897 statue que les jeunes gens reconnus par le juge, dignes du sursis ne seront incorporés dans les bataillons spéciaux qu'en cas

d'inconduite grave durant leur présence sous les drapeaux.

Il faut encore mentionner la proposition de loi que M. Pourquery de Boisserin déposa au Sénat le 5 juillet 1901 tendant à donner au jury le droit d'accorder le bénéfice de la suspension et qui fut renvoyée à la commission de législation criminelle.

## CHAPITRE III

### **Extension du sursis aux juridictions militaires**

---

La loi du 26 mars 1891, dont le succès est attesté par l'application large qu'en font aujourd'hui les juridictions répressives, était demeurée jusqu'à ces temps derniers, inapplicable, en ce qui concerne le bénéfice de sursis, aux justiciables des juridictions militaires.

A plusieurs reprises, les membres des Conseils de Guerre en avaient manifesté le regret et s'étaient plaints de se trouver placés dans certains cas, entre l'acquittement pur et simple et l'application brutale du Code de justice militaire, souvent trop rigoureux pour une première faute.

« Au moment même, dit dans son rapport le député Morlot, où la loi criminelle apporte des adoucissements variés à l'exécution des peines et

fait en sorte de leur enlever leur caractère de châti-  
ments sociaux, pour les transformer en moyens d'a-  
mendement du coupable, il était étrange de fixer la  
justice militaire dans une inflexible rigueur souvent  
très pénible pour les juges militaires eux-mêmes. »

A mesure que l'armée se confond de plus en plus  
avec la nation à laquelle elle emprunte ses « forces  
vives » faut-il encore s'apeurer avec quelques esprits  
intransigeants qui font si douloureusement le sacri-  
fice de leurs préjugés et prétendre élever une impé-  
nétrable cloison, selon le mot de Gallifet, entre la  
législation civile et la législation militaire ?

Malgré certaines appréhensions inspirées par le  
sentiment exalté de la discipline « loi de salut public  
reposant sur sa nécessité » notre législation militaire  
tend à se mettre de plus en plus d'accord avec un  
esprit et des mœurs qui semblent assez différents de  
ceux qui avaient inspiré en 1857 les rédacteurs de  
notre Code de justice militaire.

Une loi du 15 juin 1899 a appliqué aux conseils  
de guerre certaines dispositions de notre loi sur l'ins-  
truction préalable du 8 décembre 1897.

On étendit en 1895 aux armées de mer, en 1901,  
aux armées de terre, le bénéfice de l'imputation de  
la détention préventive, déjà en vigueur depuis 1892  
dans notre Code d'instruction criminelle ;

Et le 19 juillet 1901, on introduit dans le code

de justice militaire l'institution des circonstances atténuantes (qui avaient fait primitivement leur apparition dans les juridictions militaires par décret du deuxième jour complémentaire de l'an III, mais qui n'avaient pas subsisté).

Le premier pas était fait dans la voie des concessions.

Sous l'impulsion d'esprits généreux, au nom de l'humanité et de la justice, une loi fut votée le 28 juin 1904, portant extension aux juridictions militaires de la loi de sursis.

On avait craint jusque-là qu'une institution non encore expérimentée pût porter atteinte à la discipline « force principale des armées ». Avant que ne fût votée cette loi, le vice-amiral Humann, commandant en chef l'escadre de la Méditerranée, par circulaire du 31 août 1898, le général Zédé gouverneur militaire de Lyon, le général Girardel, dans un ordre du jour de 1903, prescrivaient déjà à leurs subordonnés l'application de cette mesure bienveillante aux soldats punis pour une première faute, et dont la conduite habituelle paraissait une preuve suffisante de garantie pour l'avenir.

Ces mesures indiquaient un état d'esprit nouveau impérieux, très rassurant, suffisant pour détruire les hésitations premières.

Les Chambres le comprirent.

A la séance du 13 novembre 1903, la Chambre des députés adoptait, après une déclaration d'urgence, une proposition de loi portant modification de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines par l'extension de cette loi aux juridictions militaires.

La commission de l'armée du Sénat, saisie de cette proposition, après l'avoir examinée avec tout le soin qu'elle méritait et après avoir donné sa complète adhésion à l'idée généreuse qui l'avait inspirée, ne crut cependant pas possible de l'adopter dans les termes où elle fut votée par la Chambre.

D'accord avec le ministre de la Guerre, elle proposa de lui substituer un texte « qui lui paraissait plus en harmonie avec les principes de notre droit pénal, en même temps que d'une application plus équitable ».

L'adoption en fut votée au Sénat, à la séance du 22 mars 1904 après première délibération, sans discussion, de la proposition adoptée par la Chambre, le 13 novembre 1903, mais, conformément aux propositions de la commission, avec un texte différent de celui qui venait de la Chambre.

Dans son rapport, déposé le 23 décembre 1903, M. Garreau expose qu'en vertu de l'article premier ancien : « les tribunaux pourront appliquer la loi de 1891, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation

antérieure à l'emprisonnement soit pour crime ou délit de droit commun, soit pour crime ou délit militaire » ; une condamnation pour délit purement militaire aurait pu avoir pour effet, soit d'empêcher le bénéfice du sursis lors d'une condamnation ultérieure pour délit de droit commun, soit de faire révoquer le sursis précédemment accordé pour délit de droit commun ; (les condamnations militaires étant ainsi prises sur le même pied que les condamnations de droit commun).

L'honorable rapporteur a fait ressortir que l'on allait trop loin, en devenant plus rigoureux que par le passé ; on obtenait ainsi moins de liberté, car, sous l'effet de la seule loi de 1891, l'individu condamné pour crime ou délit militaire n'aurait pas perdu le bénéfice du sursis.

Il était nécessaire d'établir qu'une condamnation pour crime ou délit militaire ne pourrait avoir pour effet de faire révoquer le sursis précédemment accordé pour condamnation de droit commun, que si le crime ou le délit est punissable d'après les lois de droit commun elles-mêmes.

Les conséquences étaient aussi fâcheuses au point de vue de la récidive : toutes les condamnations pour délits militaires pouvant être aggravées, conformément aux articles 57 et 58, tandis que jusqu'à-lors ces articles, n'étaient, comme l'article 56, appli-

cables qu'aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires pour des faits punissables d'après les lois ordinaires ; l'article 4 nouveau spécifie le rejet de ce résultat.

L'article 2 ancien mentionnait que si la seconde condamnation est encourue après que le condamné a été libéré du service, il sera fait application de l'article 197 du Code de justice militaire. La référence ne signifiait rien, car l'article 197 se borne à dire que, si les délits punis des travaux publics sont commis par des civils, au lieu de prononcer de 2 à 10 ans de travaux publics, on appliquera de 1 à 5 ans de prison. Mais au fond, l'auteur de la proposition voulait dire que si l'homme a encouru pendant son service une condamnation aux travaux publics, et si par suite de cette révocation du sursis, cette peine devient exécutoire, après libération du service, il subira un emprisonnement d'une durée moitié moindre.

M. Garreau dans son rapport du 23 décembre, semblait s'opposer à cette transformation de la peine « la peine des travaux publics devant être, pour lui, remplacé par un emprisonnement de durée égale ».

Mais le 4 février 1904, M. Bérenger déposait un amendement qui décida la commission à l'adopter — et le rapporteur déposa, le 3 mars 1904, un rapport supplémentaire formulant dans ce sens, le nouvel article 5.

Quant à l'article 3, visant l'avertissement à adresser au bénéficiaire du sursis, il fut supprimé comme faisant double emploi avec la loi de 1891, qui contient les règles fondamentales d'application, loi principe.

Tel est le texte de loi qui fut promulgué le 28 juin 1904 (1) :

ARTICLE PREMIER. — En temps de paix et en cas de condamnation à l'amende, à l'emprisonnement ou aux travaux publics, la loi du 26 mars 1891 est applicable, sauf les réserves ci-après, aux condamnations prononcées contre les militaires par les tribunaux civils et militaires, ainsi qu'aux condamnations prononcées par les tribunaux de la marine.

ART. 2. — Lorsqu'une condamnation prononcée pour un crime ou délit de droit commun, aura fait l'objet d'un sursis, la condamnation encourue dans le délai de cinq ans pour un crime ou délit militaire ne fera perdre au condamné le bénéfice du sursis que si le crime ou délit est punissable d'après les lois pénales ordinaires.

ART. 3. — La condamnation antérieure prononcée pour un crime ou délit militaire non punissable d'après les lois pénales ordinaires, ne fera pas obstacle à l'obtention du sursis, si l'individu qui l'a encourue est condamné pour un crime ou délit de droit commun.

---

1. *Journal officiel*, 30 juin 1904.

ART. 4. — Les crimes et délits prévus par les Codes de justice militaire, pour l'armée de terre et pour l'armée de mer ne constituent l'inculpé en état de récidive que s'ils sont punis par les lois pénales ordinaires.

ART. 5. — Si, pour l'application des dispositions qui précèdent, un condamné doit après libération définitive du service, purger une condamnation aux travaux publics, la peine restant à courir sera remplacée par un emprisonnement d'une durée moitié moindre dans une prison civile.

ART. 6. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles de la présente loi.

Il résulte des dispositions combinées de l'article 1<sup>er</sup> § 1<sup>er</sup> de la Loi du 26 mars 1891 et des articles 1 et 3 de la loi du 28 juin 1904 que le sursis à l'exécution de la peine ne peut être accordé qu'aux deux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Que la condamnation qui vient d'être prononcée soit une peine d'amende d'emprisonnement ou de travaux publics.

2<sup>o</sup> Que le condamné n'ait pas subi de condamnation antérieure à l'emprisonnement ou à peine plus grave, à raison de certains crimes ou délits dont la nature est spécifiée par la loi.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi nouvelle s'exprime ainsi : la loi est applicable, sauf les réserves ci-après... aux

condamnations prononcées par les tribunaux de la marine.

Cette extension ne s'adresse pas aux tribunaux maritimes commerciaux qui ne sont pas des tribunaux militaires dans l'ordre d'idées de la loi de 1904, et auxquels une loi du 15 avril 1898, les considérant comme d'ordre civil, avait déjà étendu le bénéfice du sursis.

A plusieurs reprises, la loi de 1904 parle de « crimes ou délits militaires qui sont ou pas punissables par les lois pénales ordinaires ».

Cette complication et les distinctions à faire ne viennent pas originairement de cette dernière loi ; la difficulté existait bien avant et se présentait en matière de récidive.

La loi de revision de 1832 s'exprime en ces termes : « L'individu, condamné par un tribunal militaire ou maritime, ne sera, en cas de crime ou délit postérieur, passible des peines de la récidive qu'autant que la première condamnation avait été prononcée pour crime ou délit punissable d'après les lois pénales ordinaires. »

La ligne de partage entre les deux catégories n'est pas aussi nette qu'on pourrait le croire ; sans doute si le conseil de guerre juge un fait qui n'est prévu que par le Code pénal, cette condamnation pour fait de droit commun, comptera pour la Récidive ; au cas

contraire, si le conseil de guerre juge un fait qui n'est prévu que par le Code de justice militaire, les conditions de la Récidive ne seront pas réunies ; mais il se rencontre des faits prévus à la fois par les deux Codes.

La doctrine (Cauwès, Sirey, 1873, 2<sup>e</sup> partie, page 80) établissait une sous-distinction concernant d'un côté les faits prévus par les deux Codes, avec les mêmes éléments constitutifs et la même peine — de l'autre, les faits prévus déjà par le Code pénal, mais pour lesquels le Code de justice militaire ajoutait d'autres éléments ou prévoyait une pénalité beaucoup plus sévère (tel est l'exemple du vol militaire prévu par l'art. 248 du Code militaire). Après la doctrine, la Jurisprudence (C. de cassation 26 décembre 1895. Sirey, 1896. 1<sup>re</sup> P., p. 540) décida que ces faits, qui seraient de droit commun, mais ayant des éléments nouveaux et présentant des peines plus graves, sont à considérer comme des crimes exclusivement militaires.

Ces faits seraient ainsi exclus de la récidive et de la relégation.

La loi de 1904 est survenue avec des formules qui ont renouvelé la controverse qui semblait fixée par la jurisprudence.

Deux systèmes se trouvent en présence.

L'un, inspiré de la jurisprudence antérieure, con-

tinuait à considérer ces « délits mixtes aggravés » comme faits purement militaires, le second, système de réaction, les considérait comme assimilables aux purs faits de droit commun, éléments de Récidive.

L'objection contre ce dernier système était basée sur ce fait qu'au cours des travaux préparatoires, nulle part, à nul moment, on n'avait manifesté l'intention de modifier la jurisprudence acquise, et sur ce raisonnement, qu'avant cette loi généreuse, il y avait déjà certains faits qui étaient laissés en dehors de la sphère des récidives (tel le vol militaire) et qui maintenant seraient compris dans son domaine ; l'article 7 nouveau serait ainsi plus rigoureux que l'article 56 ancien ;

Cette aggravation est incompréhensible dans un système qui a surtout évité la recherche de la sévérité.

Une circulaire du Général André, en date du 2 juillet 1904, est venue préconiser un système mixte nouveau :

Après avoir rappelé que la répression des crimes et délits de droit commun, d'une part, et des crimes et délits militaires, d'autre part, relevaient de deux ordres d'idées tout différents et ne sauraient donc avoir de répercussion l'une sur l'autre, elle ajoute : « il demeure entendu que le fait, qualifié crime par la loi militaire, sera qualifié de simple

délit, s'il n'est puni par le Code pénal ordinaire que des peines correctionnelles ».

Il y a donc indépendamment des crimes et délits de droit commun — ou purement militaires — trois catégories de faits mixtes.

1<sup>o</sup> les crimes et délits prévus à la fois par le code pénal et le code de justice militaire. (évasion. rébellion — port illégal d'uniforme) ; pour cette première série l'application du code militaire entraîne, au point de vue du sursis, les mêmes conséquences que celles du code pénal.

2<sup>o</sup> Les crimes et délits militaires, ne constituant que des contraventions de police, en les envisageant au point de vue civil (tel, l'outrage envers un supérieur). Cette catégorie de faits n'a aucune répercussion sur l'applicabilité du sursis, comme nous l'avons exposé au chapitre précédent.

3<sup>o</sup> Les infractions prévues par le code de justice militaire auxquelles le caractère militaire donne une gravité spéciale, mais qui constituent néanmoins des crimes ou délits de droit commun.

Pour cette dernière catégorie, le sursis joue dans les conditions où il pourrait être envisagé par les tribunaux du droit commun, appliquant les lois spéciales ordinaires.

En résumé, après une première condamnation de droit commun, une nouvelle condamnation purement

militaire n'occasionne pas la perte du sursis ; il en est différemment lorsque la seconde condamnation est prononcée soit pour crime ou délit de droit commun, soit pour crime ou délit mixte (en tenant compte des atténuations apportées).

## CHAPITRE IV

### **Etude des législations Etrangères**

---

Les systèmes de législation étrangère concernant le sursis peuvent se grouper en deux classes suivant deux principes différents formant antithèse :

Le système anglo-américain, dit « du relaxe conditionnel » ou de l'épreuve.

Et le système franco-belge de la condamnation conditionnelle.

(Le système spécial allemand, fera l'objet d'une étude distincte).

#### *Etude du système anglo-américain*

L'initiative de l'institution serait due à un magistrat anglais, sir Mathew Dawenport Hill, qui se serait attribué le pouvoir de suspendre toute condamnation à l'égard des jeunes délinquants amenés devant lui,

et de les placer, avec ou sans caution, sous la direction d'une personne recommandable, en se réservant le droit d'appliquer ultérieurement une peine, s'il y avait lieu.

Cette pratique se serait propagée lentement et aurait fini par être étendue aux adultes. Mais, de longtemps, aucun texte législatif n'en régla l'exercice. Inspirée de cet exemple, une institution analogue commença à prendre faveur, vers 1868 dans le petit état des Massachussetts (Etats-Unis).

Elle ne fut d'abord destinée qu'aux jeunes délinquants primaires.

L'année suivante, devant les résultats obtenus, il fut créé, dans cet Etat, et dans la ville de Boston, un institut d'agents officiels (state agency) destinés à remplacer les personnes qui, de leur propre mouvement, avaient jusque-là consenti à s'intéresser à l'éducation réformatrice de ces jeunes coupables, et en avaient garanti l'amendement.

Par une loi de 1878, la ville de Boston étendit le système, en cas de première faute ou de délits de peu d'importance, aux adultes, et deux ans après, de nombreuses villes se l'approprièrent dans les mêmes termes. Enfin, postérieurement à la loi anglaise, un Act du 28 mai 1891 (Act to provide for the appointment of probation officers) l'imposait à l'Etat tout entier.

De nombreux états de l'union, ont depuis suivi cet exemple.

Voici quelle est l'économie de ce système qui présente de notables différences avec celui que la loi du 26 mars 1891 a introduit en France.

Tout délinquant, alors même qu'il aurait des antécédents judiciaires et, quelle que soit la gravité de l'infraction, peut être l'objet de cette faveur.

Il comparait devant la juridiction répressive qui ne prononce provisoirement aucune peine, mais le met « en épreuve » pendant une durée de deux à quinze mois, délai pendant lequel le délinquant est soumis à une véritable éducation disciplinaire, dirigée par des magistrats spéciaux appelés « probation-officers ».

L'organisation de cette magistrature est la caractéristique de l'institution américaine.

Désigné par l'autorité administrative, le probation officer doit s'informer des arrestations opérées, rechercher les antécédents des individus arrêtés, prendre contact avec eux, apprécier leur situation morale et matérielle et les garanties de relèvement qu'ils peuvent offrir.

Il entre en rapports personnels avec le sujet mis en observation, en étudie attentivement la nature, les tendances et, s'il juge suffisantes, ses aptitudes d'amélioration, il sollicitera du tribunal, pour lui, la faveur de la mise « en probation. »

En acquiesçant à cette requête, le tribunal abandonne le prévenu.

Le fonctionnaire « éprouveur », sous les ordres du chef de police, visite le délinquant mis à l'épreuve. Il lui appartient, dès lors, de venir en aide, de toutes façons, à son protégé, de lui chercher une besogne utile, et aussi, d'en réclamer pendant un temps déterminé, des informations périodiques ponctuelles ; il a le devoir de ne ménager ni son temps ni sa peine afin d'entretenir chez l'individu en surveillance une excitation généreuse et de l'entraîner vers une vie désormais sobre, laborieuse, honnête.

Si le délinquant justifie, pendant cette période d'observation, la confiance placée en lui, il recouvre sa liberté intégrale et peut rentrer dans la société de ses concitoyens comme un homme dont le passé est absolument intact.

Au cas contraire, si le délinquant ne satisfait pas aux conditions imposées, le *probation officer* peut, sans nouveau mandat, et avec l'approbation du chef de police, l'arrêter et l'amener devant la Cour criminelle qui décidera alors de « ce que de droit. »

L'intégrité (1) du système (*probation officers*) a été entamée par une loi nouvelle du 1<sup>er</sup> octobre 1900, qui donne aux juges la faculté de prononcer

---

1. R. P<sup>re</sup>, 1903, p. 130, rapport Grüber.

la peine avant de soumettre l'inculpé à la surveillance du *probation officer*.

Le texte s'exprime en ces termes : « Quand une personne est mise à l'épreuve par un tribunal, celui-ci peut commencer par prononcer une peine — mais il peut disposer que l'exécution du jugement sera suspendue, pendant tel délai, et sous telles conditions qu'il jugera utiles — il peut en outre mettre cette personne, sous la surveillance du *probation officer*, pendant cette suspension. »

Ainsi se trouvent combinés le système de sursis à l'exécution de la peine et celui de la surveillance par l'officier d'épreuve. Cette fusion a créé un système mixte qui semble le plus parfait de ceux adoptés à l'heure actuelle.

L'exemple de l'Etat de Massachussetts fut d'abord imité dans la nouvelle Zélande qui, en 1886, s'appropriâ la loi américaine de telle sorte que cette colonie anglaise a devancé d'une année environ la mère-patrie, dans une voie où le « *probation of first offenders act* » n'a fait entrer celle-ci qu'en 1887.

Le Canada en 1889, et les quatre colonies australiennes le Queensland, l'Australie du Sud, Victoria, et la Nouvelle Galles du Sud adoptèrent à la même époque un système analogue.

*Angleterre*

L'institution du sursis en Angleterre se rattache à trois sources différentes :

1<sup>o</sup> la « *Common Law* » ; 2<sup>o</sup> l'act. de 1879 ; 3<sup>o</sup> l'act. de 1887.

1<sup>o</sup> Le juge pénal anglais, à l'instar du juge Civil français, a le pouvoir de faire une appllcation analogique des dispositions légales ; il se forme ainsi, à côté de la loi proprement dite une source naturelle de droit pénal, le droit commun, crée par la jurisprudence.

Ce procédé entra en application vers le milieu du xix<sup>e</sup> siècle, il se généralisa rapidement et devint partie du droit pénal anglais.

2<sup>o</sup> L'act du 11 août 1879 « *to amend the law relating to the summary jurisdiction of magistrates* » texte législatif sur la question.

« L'orsqu'une cour de juridiction sommaire dit l'article 16, estime que, vu le peu de gravité des faits de la cause, il n'y a pas lieu d'infliger une punition, ou qu'il ne conviendrait de prononcer qu'une peine normale, elle peut.

1<sup>o</sup> Laisser tomber l'accusation, sans prononcer une sentence de culpabilité, tout en condamnant

l'inculpé, s'il y a lieu, à des dommages et intérêts n'excédant pas 40 schillings.

2° Déclarer l'accusé coupable, puis le renvoyer conditionnellement, moyennant l'engagement, par lui souscrit, avec ou sans caution, de se présenter devant le tribunal pour s'entendre condamner, lorsqu'il y sera invité, et de se bien conduire en attendant.

Ces dispositions étaient particulièrement applicables aux mineurs. Les adultes ne pouvaient en bénéficier que lorsqu'il s'agissait d'infractions sans gravité.

Le *Summary jurisdiction act* n'avait force de loi, ni en Ecosse, ni en Irlande.

3° Le *probation of first offenders act*, de 1887, texte législatif dont la portée s'étend à la Grande Bretagne entière, tout en donnant une certaine extension à l'Act de 1878, n'introduit aucun principe nouveau, mais au contraire, apporte des restrictions et des limitations à la pratique de la *common Law*.

C'est ainsi, comme on le verra, que, seul peut être admis au bénéfice de cette loi, le délinquant primaire au sens strict du terme (alors que la *common Law* ne comporte aucune distinction entre le délinquant primaire et le Récidiviste).

---

1. (50 et 51 Vict.) *Probation of first offenders Act* 1887. (Ch. 25).

D'autre part, son application est exclue lorsque la peine est supérieure à deux années d'emprisonnement, enfin, d'après son texte, la durée de l'épreuve (généralement fixée à 2 ans par la juridiction *summary Act* et la *common Law*) peut devenir illimitée.

Cet « *act* » est dû à l'initiative de M. Howard Vincent, membre du Parlement — qui dirigea naguère avec distinction la police métropolitaine et le service des investigations criminelles.

Le bill, proposé à la Chambre des communes, au mois de janvier 1886 avait été voté par cette assemblée et transmis à la Chambre des Lords ; mais celle-ci, sur la proposition du chancelier lord Herschell, qui en acceptait le principe, le renvoya à nouvel examen.

Le projet revint en discussion, après la dissolution de 1886, devant le nouveau Parlement ; amendé par son auteur, il a été voté par la Chambre des communes le 20 mai 1887 et par la Chambre des Lords, le 26 juillet suivant.

Sur la demande des députés irlandais, la Chambre des communes avait adopté un amendement déclarant que la loi ne serait pas applicable à l'Irlande ; mais cet article a été retranché par la Chambre des Lords.

Voici le texte de l'« *Act* » :

ARTICLE PREMIER. — a) Dans tous les cas où un individu sera reconnu coupable, par un tribunal quelconque, de vol, d'escroquerie ou de tout autre délit passible d'une peine ne dépassant pas deux ans d'emprisonnement — et où cet individu n'aura pas subi de condamnation antérieure — si le tribunal devant lequel il aura été traduit, décide, qu'eu égard à la jeunesse, au caractère et aux antécédents du délinquant, au peu de gravité du délit, ou aux circonstances atténuantes qui existent dans la cause, il y a lieu de laisser le délinquant en liberté pour faire l'épreuve de sa bonne conduite, le tribunal, pourra, au lieu de lui infliger immédiatement une peine, ordonner, qu'il sera laissé en liberté, moyennant l'engagement par lui souscrit, avec ou sans caution et pour telle période que le tribunal jugera convenable, de comparaître pour être jugé à première réquisition — et, pendant ce temps, de garder la paix et d'observer une bonne conduite.

b) Le tribunal pourra, s'il le juge convenable, ordonner que le délinquant paiera les frais du procès ou partie de ces frais, dans tel délai et par telles fractions qu'il sera ordonné.

ART. 2. — a) Si, à la suite d'une enquête sous la foi du serment, un tribunal, ayant le pouvoir de statuer à l'égard du délinquant sur le délit primitif, ou un tribunal de juridiction sommaire acquiert la preuve que le délinquant a manqué à l'une des conditions de son engagement, il pourra délivrer contre lui un mandat d'arrêt.

b). Le délinquant arrêté en vertu de ce mandat, devra, s'il n'est pas immédiatement traduit devant le tribunal compétent pour le juger, être traduit devant un tribunal de juridiction sommaire ; et ce tribunal pourra le maintenir sous mandat jusqu'à la date à laquelle il était tenu par son engagement de comparaître pour être jugé ou jusqu'à la session du tribunal compétent pour connaître du délit primitif — ou il pourra le laisser en liberté moyennant caution suffisante pour assurer sa comparution.

ART. 3. — Le tribunal, avant d'ordonner qu'un délinquant sera laissé en liberté, en vertu de la présente loi, devra s'assurer que le délinquant ou sa caution a un domicile fixe ou un lieu d'occupation régulière dans le comté, ou le lieu où siège ce tribunal — ou dans lequel le délinquant doit vivre pendant la période fixée pour l'observation des conditions prescrites.

En somme, la condamnation conditionnelle, comme nous l'indiquions plus haut, manque d'unité en Angleterre, car ses conditions d'application sont différentes suivant la loi invoquée, l'Act de 1887 n'ayant abrogé ni l'Act. de 1878 ni la pratique de la common Law.

Il est impossible de déterminer rigoureusement la proportion dans laquelle chacun des deux Acts et la common Law, sont appliqués, parce que les tribunaux n'indiquent pas le texte sur lequel ils se fon-

dent pour prononcer une mise en liberté sous caution et que les statistiques (établies seulement dans certains districts) sont dressées d'une façon très imparfaite.

On peut affirmer que l'Act de 1887, est celui qui a le moins de vogue ; il fut si peu appliqué dans les premières années que le Ministre de l'intérieur, Matthews, jugea nécessaire en 1890, d'envoyer aux juges une circulaire par laquelle il les invitait à prêter plus d'attention à cette loi et à en faire une application plus fréquente.

Les deux institutions anglaise et américaine, quoique différentes en certains détails (probation officer en Amérique — promesse de bonne conduite ou caution en Angleterre) sont inspirées du même principe à savoir qu'il n'y a pas de condamnation prononcée.

Ce système de la condamnation suspendue présente quelques inconvénients sérieux.

La peine n'étant pas définitivement fixée, la menace en peut paraître moins forte aux yeux du délinquant — de plus, les aléas divers qu'un ajournement du jugement peut amener, (disparition des témoins ou du juge, affaiblissement du souvenir, retrait de la plainte) peuvent se produire, laissant ainsi au délinquant l'espoir d'échapper au châtimement en cas de rechute. La menace est ainsi hésitante, par

conséquent moins efficace, et la répression, de ce fait, moins assurée.

De la comparaison des deux systèmes étudiés, la préférence se porte du côté américain, car la surveillance officielle sous le contrôle de gens expérimentés et dévoués paraît plus propice à l'amélioration des condamnés primaires que les conseils intéressés de cautions souvent aléatoires qui, alors même qu'elles sont offertes, ne sont pas tenus de droit à cette tâche d'amendement.

La législation anglaise (1) vient, dans certain cas, d'atténuer la dissemblance des deux systèmes, par un texte de loi daté du 21 août 1907 (suivi d'une circulaire (2) du secrétaire d'Etat Gladstone du 27 novembre 1907) et portant titre : *Act to permit the Release on probation of offenders in certain cases and for other matters incidental thereto.*

Ce texte comporte la création d'officiers d'épreuve ayant les mêmes attributions, les mêmes devoirs que les fonctionnaires américains :

It shall be duty of a probation officer subject to the directions of the court.

a) to visit or receive reports from...

---

1. (7 Edw. 7). Probation of offenders Act. 1907. (Ch. 17).

2. Statutory rules and orders 1907. N°  $\frac{945}{L. 29.}$

b) to see that he observes the conditions of his recognition.

d) to advise, assist, and befriend him and, when necessary, to endeavour to find him suitable employment, etc...

Chaque année, au mois de janvier, l'officier d'épreuve devra déposer un rapport concernant les individus placés sous sa surveillance, portant détail de leur conduite durant ce délai, avec la mention du résultat obtenu.

L'Angleterre adopte, de nouveau, une institution pénitenciaire américaine.

### *Belgique (1)*

La loi belge sur la condamnation conditionnelle est postérieure aux institutions découlant du système anglo-américain et antérieure à la loi française.

Trompé par sa date on lui a parfois attribué la priorité de la conception qui en est le fondement. C'est une erreur. La proposition française qui est devenue la loi de 1891 a été en effet déposée devant le Sénat en mai 1884, et le promoteur de la proposition belge a loyalement reconnu qu'il en avait puisé l'idée dans ce projet.

---

1. *Pasinomie*, 1888, n° 218, p. 222.

Cette loi, due à l'initiative de M. Le Jeune, ministre de la Justice, après un rapport déposé par M. Thonissen, fut discutée à la Chambre des représentants les 11, 15 et 16 mai 1888 et votée à l'unanimité par le Sénat.

Elle fut promulguée le 31 mai 1888.

La base du système adopté est la substitution du sursis à l'exécution de la peine, après condamnation, au sursis à la condamnation et en cela elle se différencie nettement du procédé anglo-américain — les avantages de ce second mode ont été mentionnés plus haut.

L'article 9 de la loi (qui en outre réglemente la libération conditionnelle) est relatif au système que nous étudions.

En voici la teneur :

ART. 9. — « Les cours et tribunaux, en condamnant à une ou plusieurs peines, peuvent, lorsque l'emprisonnement à subir, soit comme peine principale ou subsidiaire, soit par suite du cumul de peines principales et de peines subsidiaires, ne dépasse pas six mois et que le condamné n'a encouru aucune condamnation antérieure pour crime ou délit — ordonner par décision motivée qu'il sera sursis à l'exécution du jugement ou de l'arrêt, pendant un délai dont ils fixent la durée, à compter de la date du jugement ou de l'arrêt, mais qui ne peut excéder cinq années.

La condamnation sera comme « non avenue », si, pendant ce délai, le condamné n'encourt pas de condamnation nouvelle pour crime ou délit.

Dans le cas contraire, les peines pour lesquelles le sursis a été accordé et celles qui font l'objet de la condamnation nouvelle sont cumulées. »

Semblables par leur principe, les législations française et belge se divisent en certains points d'ordre moins essentiel(?) mais dont quelques-uns présentent une certaine importance. En résumé, la loi belge apporte plus de restriction à l'octroi du sursis.

En France, le bénéfice peut être accordé pour toute peine d'emprisonnement, même à celle prononcée au criminel par les cours d'assises, au cas de circonstances atténuantes, et le délai d'épreuve est uniformément de cinq ans.

En Belgique, il n'est admis que pour les peines ne dépassant pas six mois de prison, et la durée du délai d'épreuve est laissée à l'appréciation du juge sans que toutefois elle excède cinq ans.

L'obtention de son bénéfice est en outre refusée aux individus ayant déjà encouru une peine d'amende.

A un autre point de vue, plus sévère que la loi française, la loi belge considère les infractions politiques comme constituant un obstacle à son applica-

tion et de plus les tient comme résolutoires du sursis.

Enfin, bien que se servant, dans son paragraphe 3, des mêmes expressions que la loi française, la loi belge ne donne à la condition résolutoire réalisée qu'un effet parcimonieux qui n'équivaut pas comme chez nous à une véritable réhabilitation de droit.

Le sens de l'expression « la condamnation sera comme non avenue » d'abord équivoque, fut précisé par les discussions où MM. Le Jeune, ministre et Thonissen rapporteur exposèrent une même interprétation.

« Du moment que l'inculpé a déjà été condamné précédemment, dit M. le Jeune, qu'une condamnation a été prononcée contre lui, rien ne peut faire qu'il n'ait pas encouru cette condamnation, c'est le fait ; seulement la condamnation peut, dans le cas prévu par la loi être considérée comme non avenue, c'est la fiction ; elle ne détruit pas le fait. » Et M. Thonissen d'exposer : « La condamnation continue d'exister dans toute sa force — ce n'est pas l'existence de la condamnation, c'est seulement l'exécution de la peine qui se trouve subordonnée à une condition — c'est l'exécution de la peine qui ne peut plus avoir lieu, le délai passé ; mais la condamnation existe, rien ne peut faire d'ailleurs qu'une condamnation prononcée n'existe pas » ; et plus loin dans son exposé : « La première condamnation est

considérée comme non avenue, en ce sens qu'elle ne peut plus être exécutée. »

La Cour de cassation, dans un arrêt du 10 janvier 1894 (1), considère, en se basant sur les explications échangées à la Chambre et au Sénat entre M. Le Jeune et différents membres du Parlement, que « la condamnation dite conditionnelle est une condamnation définitive qui produit tous les effets d'une condamnation pure et simple à l'exception de ceux relatifs à l'exécution de la peine par le condamné ».

La solution est que nul ne peut, deux fois dans sa vie, solliciter avec succès ce bénéfice — dernière différence avec le système français et sa réhabilitation de droit vis-à-vis du condamné qui a franchi avec succès le délai d'épreuve.

La loi de 1888 fut amendée le 15 juin 1899, en ce sens que désormais les juridictions militaires pourraient prononcer le sursis « pour les peines autres que les peines militaires ».

Et le 3 août 1899, en modifiant les articles 4 et 10 de la loi de 1888, il fut décidé que le « compte-rendu » ne serait plus produit que tous les trois ans.

### *Grand-Duché de Luxembourg (2)*

La loi de sursis venait de faire son apparition en

---

1. Pasic., 1894, p. 80.

2. *Mémorial* du 23 mai 1899, n° 28, p. 257.

France depuis un an lorsque le Grand-Duché de Luxembourg admit cette institution par une loi du 10 mai 1892, dénommée à l'instar de ce qui a eu lieu en France pour la loi Berenger du nom de son auteur, le ministre d'Etat « Eyschen ».

Dès son apparition, les tribunaux luxembourgeois s'évertuèrent à faire de cette institution une application continue.

La loi luxembourgeoise, s'inspirant des mêmes principes que la loi française, a pour objet de permettre au juge de prononcer le sursis de la peine pendant une durée de deux ans s'il s'agit d'une peine de police, et de cinq ans pour les peines correctionnelles vis-à-vis des condamnés primaires ou de ceux qui, condamnés une première fois, n'ont pas encouru un emprisonnement de plus de sept jours.

Ce double délai accordé selon la nature de la peine prononcée ne se retrouve pas dans la législation française où le délai est unique.

Dans le chapitre relatif à l'exposé de la loi française du 26 mars 1891, nous avons indiqué les raisons données par la jurisprudence en justification de ce délai fixe de cinq ans et aussi les modifications réclamées dans les articles 67 et 68 du projet du Code pénal.

La loi luxembourgeoise du sursis est en principe applicable à toutes espèces d'infractions, sauf celles

prévues par la loi du 12 juillet 1896, relativement au paiement des salaires des ouvriers ainsi que les condamnations prononcées par les tribunaux militaires, les amendes fiscales, civiles ou de Procédure et les amendes prononcées en suite de la loi douanière.

La suspension de la peine ne comprend pas non plus les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation.

La structure de l'institution luxembourgeoise est à peu de chose près semblable à celle de l'institution française, plus souple peut-être en ce sens qu'elle s'adapte avec un délai différent aux condamnations prononcées par les tribunaux de simple police, plus étendue aussi par les articles 7 et 8 de la loi qui assimilent les condamnations subies à l'étranger pour infractions de droit commun aux condamnations prononcées par les juridictions luxembourgeoises.

Cette internationalisation de la condamnation est une des tendances scientifiques contemporaines dont s'occupent le plus activement les congrès pour la répression énergique de la récidive cosmopolite. Nous aurons l'occasion à la fin de cet ouvrage de mentionner les premiers résultats acquis.

S'inspirant encore de nos lois récentes du 5 août 1899 et du 11 juillet 1900 relatives aux modifications apportées au casier judiciaire, le grand duché de Luxembourg dans un arrêté du 21 avril 1901 a lar-

gement tenu compte des funestes effets et des conséquences iniques qu'entraînait pour beaucoup de condamnés la perpétuité de l'inscription des condamnations encourues et de la délivrance à des tiers de l'Extrait, a apporté des améliorations notables à cette dernière institution au point de vue de la pérennité du casier et des mentions qui y figuraient.

### *Portugal (1)*

Le projet de loi portugais a été présenté à la Chambre des députés le 16 mai 1893 par le ministre de la Justice, M. Antonio d'Azevedo Castello Branco ; favorablement accueilli par les représentants de la nation, il fut discuté et voté avec une célérité remarquable.

Renvoyé le 16 mai par la Chambre à la Commission de Législation criminelle, il fut, dès le 23 du même mois, l'objet d'un rapport concluant à son adoption.

Les conclusions du Rapport furent discutées à la séance du 26 et le projet fut approuvé sans opposition. Transmis à la Chambre des pairs il fut également voté sans difficulté par cette assemblée et fut revêtu peu après de la sanction royale.

---

1. *Annuaire de Lég. Etr.*, XXIII, 350. T.

Telle fut la genèse rapide de la loi de sursis datée du 6 juillet 1893.

Cette loi, calquée en quelque sorte sur la législation française, ne diffère d'elle que par quelques points de détail (1).

La durée de la suspension est différente et varie entre un minimum de deux ans et un maximum de cinq, comptée à partir du jour où le jugement qui l'a accordée a été prononcé.

De plus, à la différence de ce qui se passe en France, le condamné ayant encouru la seule peine de l'amende n'est pas admis à jouir du bénéfice de sursis.

Il est difficile de comprendre pour quels motifs le législateur portugais a fait preuve d'une rigueur plus grande que le législateur français.

### *Norwège (2)*

La Norwège a introduit le système de la condamnation conditionnelle dans sa législation en date du 2 mai 1894. (Lov om betingede straffedome).

Voici la contexture de la loi :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque la peine prononcée par le juge est l'amende ou la prison, il peut, en cas de circonstan-

---

1. *Revue pénitentiaire*, 1894, p. 406.

2. *Annuaire de Lég. Etr.*, XXIV, 734. T.

ces particulièrement atténuantes décider par son jugement, qu'il sera sursis à l'exécution de la condamnation, le tribunal tiendra compte notamment, à cet effet, de l'âge du coupable, de sa conduite antérieure, de l'insignifiance particulière du délit, des circonstances spécialement atténuantes dans lesquelles il a été accompli, de l'aveu complet et loyal fait par le coupable et du fait qu'il aura donné à la partie lésée la satisfaction et indemnité à laquelle elle a droit ou qu'il se déclare prêt à la fournir dans la mesure de ses moyens.

En ce dernier cas, le jugement peut imposer comme condition qu'une indemnité déterminée par lui, sera payée dans un délai qu'il fixera,

ART. 2. — Si le condamné commet ultérieurement un délit prémédité, à raison duquel il vienne dans les trois ans de la condamnation, soumis comme inculpé, à une instruction aboutissant à sa condamnation à la prison, à la perte d'emploi, ou à une perte plus forte, la peine à l'exécution de laquelle il a été sursis, sera subie sans réduction de durée.

Si le nouveau délit n'est pas prémédité, ou si la peine prononcée est moins forte qu'il n'est dit ci-dessus, le jugement déterminera, en tenant compte des circonstances des deux infractions si la condamnation suspendue sera exécutée immédiatement ou si le sursis continuera.

Lorsque la seconde inculpation se terminera par l'acceptation de la peine proposée (il s'agit ici d'une procédure spéciale établie par les articles 287 à 290 du Code de procédure

pénale du 1<sup>er</sup> juillet 1887 et qui consiste à proposer au prévenu un chiffre d'amende ou de condamnation pécuniaire, en lui impartissant un délai de trois à dix jours — l'acceptation vaut jugement — cette procédure ne s'applique généralement qu'aux délits punis de peines pécuniaires), la question de savoir si la peine suspendue devra être exécutée, sera décidée en même temps. Si le paiement d'une indemnité a été exigé comme condition de sursis, et qu'il n'ait pas lieu dans le délai prescrit, la peine devra également être exécutée, à moins que le fait d'avoir dépassé le délai, ne soit dû à des circonstances non imputables au condamné. S'il est prétendu que tel est le cas, la question sera soumise, (en conformité des prescriptions de l'article 481 du Code de procédure pénale relatif aux requêtes en interprétation des jugements de condamnation) au tribunal qui pourra, suivant les cas, impartir un nouveau délai ou supprimer complètement la condition.

ART. 3. — Lorsque le condamné à une peine d'emprisonnement à l'exécution de laquelle il a été sursis, vient à se trouver, dans les trois ans du prononcé de la condamnation, sous le coup de poursuites et dans le cas d'être condamné à raison d'un autre délit, commis avant la première condamnation et emportant une peine privative de liberté à laquelle il ne peut être sursis, il sera prononcé pour les deux délits, une peine commune. Il en sera de même lorsque la peine suspendue sera l'amende, et que le tribunal, à raison de la seconde inculpation, voudra prononcer celle des travaux forcés.

Si la peine des deux délits est l'amende ou l'emprisonnement pour l'un et l'amende pour l'autre, il sera fait application de la procédure indiquée aux deuxième et troisième dispositions de l'article précédent, pour décider, d'après les circonstances, si la peine suspendue sera exécutée ou si le sursis continuera.

ART. 4. — Lorsque la peine suspendue ne sera point exécutée en conséquence des dispositions des articles précédents, elle sera considérée comme subie au jour du prononcé du jugement.

ART. 5. — En prononçant devant le condamné un jugement portant sursis à l'exécution de la peine, le président du tribunal devra lui faire connaître les règles ci-dessus, et si le condamné a moins de vingt et un ans, il y joindra de sérieux avertissements et recommandations tels qu'ils pourront être exigés par les circonstances.

### *Suisse (1)*

La constitution de 1874 n'avait pas attribué à la Confédération le pouvoir de faire la loi pénale. Le 13 novembre 1898, le peuple suisse, modifiant sur ce point son pacte fondamental, y introduisait une disposition additionnelle ainsi conçue :

---

1. *Revue Suisse*, 1905, p. 437-497. — *Revue Pénitenciaire*, *passim*. — *Für den bedingten Straferlass*. Gross, p. 35 et suiv. *Annuaire de Lég. Etr. passim*.

ART. 64 *bis*. — « La Confédération a le droit de légiférer en matière de droit pénal. »

La question du sursis est réglée par l'article 57 de l'Avant-Projet du Code pénal de 1893, mais ce projet n'a pas encore été discuté et il est à craindre que des années ne s'écoulent avant l'unification. Pour quelque temps encore, la Suisse sera régie par des législations cantonales, bigarrées, quoique ce morcellement, cet éparpillement de lois et de forces soit depuis longtemps condamné.

« L'œuvre de l'unification du droit civil, dit M. Zurcher, dans un mémoire adressé au ministre de la Justice fédérale, ne peut être parfaite sans la réalisation de l'unité du droit pénal, qui est la sanction du droit civil ; tous les jours le terrain de la législation pénale s'étend par la promulgation de lois spéciales ; il faut que des principes généraux président à leur mise en pratique »... et ailleurs « ... il faut éviter à la presse et à l'opinion publique la constatation de divergences déconcertantes dans l'application de la loi pénale, selon que tel ou tel canton est en jeu... »

Rendons compte de l'état de choses actuel en signalant les particularités de quelques législations cantonales :

*Canton de Neuchâtel*. — Pour la première fois en Suisse, l'institution fut introduite dans le canton

de Neuchâtel, par le Code pénal de 1891 ; mais son application était limitée à des cas isolés (vol, escroquerie, abus de confiance) et soumise à plusieurs conditions : que le coupable fût âgé au moins de vingt-cinq ans, que la valeur de la chose détournée ou soustraite n'excédât pas 100 francs et qu'il y eut des aveux complets de la part du condamné.

Les législations cantonales qui adoptèrent dans la suite ce système pénal, lui ayant fait plus large accueil, en étendant la portée de son bénéfice, le canton de Neuchâtel, à leur exemple, le 28 mars 1904 a généralisé l'institution, à tel point que le système nouveau semble calqué sur notre loi du 26 mars 1891.

*Canton de Genève et de Vaud.* — La loi du 29 octobre 1892 introduisit dans le canton de Genève l'institution de la condamnation conditionnelle, et la loi du 13 mai 1897, dans le canton de Vaud.

Quoique les auteurs de la loi vaudoise se soient inspirés des dispositions de la loi genevoise, il existe cependant entre elles quelques différences à signaler.

A Genève, le condamné même méritant, n'obtiendra le sursis que s'il peut justifier d'un domicile et de son identité. La loi vaudoise n'exige qu'une condition, c'est que le condamné paraisse digne de la faveur qui lui est faite.

Alors qu'à Genève le sursis peut être obtenu par

tout condamné à l'emprisonnement avec un maximum de cinq ans, la loi vaudoise exige, pour accorder le sursis, que la durée de la peine prononcée n'excède pas six mois.

A Genève, l'individu qui a bénéficié d'un sursis peut en obtenir un nouveau pourvu que le deuxième délit ne soit pas de même nature que le premier ; la loi vaudoise ne permet pas qu'un délinquant obtienne plus d'un sursis.

Enfin, tandis qu'à Genève la condamnation conditionnelle est aussitôt inscrite au casier judiciaire avec la mention de sursis et figure avec cette indication dans les extraits délivrés aux intéressés, d'après la loi vaudoise, la condamnation n'est portée au casier qu'au cas où son exécution est ordonnée ; pendant la durée du sursis, les extraits n'en font pas mention.

*Canton du Valais.* — La loi de sursis fut promulguée le 23 mai 1899. Elle s'inspire des dispositions contenues dans les lois de Genève et de Vaud, en apportant cependant quelques modifications à leur texte.

D'après son article 1<sup>er</sup> « peut être admis au sursis le prévenu qui n'a subi ni en Suisse, ni à l'étranger, une condamnation entraînant privation de liberté pour un crime ou délit prévu par le Code pénal valaisien » — s'écartant ici de ses modèles, la loi

du Valais ne tient compte ni de la différence entre les infractions communes et spéciales, ni de la différence entre les infractions dues à l'intention ou à la négligence. Elle exclut donc du sursis celui qui a été condamné à l'emprisonnement pour cause politique ou pour un délit par imprudence. Les condamnations, qui font déchoir du sursis le délinquant, sont les mêmes que celles qui écartent le prévenu de cette faveur.

Quant aux condamnations à l'occasion desquelles le sursis peut être obtenu, la loi du Valais tient le milieu entre celle de Vaud et celle de Genève ; (Vaud n'accorde le sursis que si la privation de liberté n'excède pas six mois. Genève l'admet pour les condamnations jusqu'à cinq ans). La loi valaisanne fixe une limite intermédiaire de douze mois.

Deux autres différences sont à relever :

a) Tandis que pour la fixation du délai de sursis, Genève et Vaud accordent un certain pouvoir appréciateur au juge et lui permettent d'osciller entre un minimum de deux ans et un maximum de cinq ans, Valais (art. 3) établit un délai uniforme de cinq années ;

b) Tandis que Genève et Vaud admettent le sursis pour les condamnations à l'amende, Valais n'octroie le bénéfice qu'aux condamnés à l'emprisonnement ou à la réclusion.

Quant à l'importante question de l'inscription au casier, le législateur valaisan a suivi le système de la loi genevoise : les jugements mitigés par un sursis sont inscrits au registre des condamnations avec la mention de la suspension accordée.

*Canton du Tessin.* — La loi relative au sursis date du 11 novembre 1900. Elle s'inspire de la loi vaudoise relativement au taux des condamnations susceptibles de sursis : il faut que la peine infligée ne soit pas trop considérable et ne dépasse pas six mois de prison, et diffère de la loi du Valais en ce qu'elle étend le bénéfice du sursis aux condamnations à condition que leur taux n'excède pas 250 francs.

En outre, tandis que selon la loi valaisaine le sursis a pour effet de suspendre l'application au préjudice du condamné, des incapacités légales résultant de la condamnation ; selon la loi tessinoise, au contraire, le sursis à l'application de la peine principale ne met pas obstacle à la mise en vigueur des dispositions édictant des incapacités à l'encontre des condamnés.

*Canton de Fribourg.* — C'est par une loi du 9 mai 1903 que la condamnation conditionnelle a été introduite dans le canton de Fribourg.

Depuis la promulgation de cette loi, tous les cantons romands sont ainsi dotés de dispositions autorisant la remise conditionnelle des peines.

On remarque une plus grande réserve à l'endroit des cantons allemands, pour l'adoption de cette institution.

Voici le texte de la loi de Fribourg :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque le juge prononce en matière criminelle ou correctionnelle une peine privative de liberté inférieure à six mois ou une amende, il peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

Le sursis est accordé à l'inculpé qui n'a subi aucune condamnation criminelle ou correctionnelle et qui paraît mériter cette faveur.

ART. 2. — Le sursis ne dispense pas du paiement des frais — les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation suivent le sort de la peine principale.

ART. 3. — Le sursis vaut pour une durée de cinq ans ; à l'expiration de ce temps, la peine est censée n'avoir pas été prononcée.

ART. 4. — Le sursis est révoqué de plein droit, si le dommage causé n'a pas été réparé dans le délai de six mois à dater du jour où le chiffre en a été définitivement fixé.

Le canton de Saint-Gall par une loi du 24 février 1905 a adopté cette institution ; des projets dans le même sens sont produits dans les cantons de Berne et de Bâle-Ville.

Le projet du canton de Zurich s'écarte légèrement

de ces modèles pour adopter certaines dispositions propres au système allemand.

Nous avons mentionné au début de cette étude relative aux cantons suisses, et durant l'exposé de leurs institutions si variées, la nécessité qu'il y aurait à unifier un droit criminel, des dispositions pénales si différentes.

### *Italie (1)*

La loi italienne relative au sursis est née du projet de M. Ronchetti, ministre de Grâce et de Justice.

Pour l'Italie, « cette institution n'était pas, comme le dit M. Lucchini, à la séance de la Chambre du 27 mai 1904, une chose tout à fait neuve », puisque, dans son Code pénal, il existait un système analogue, *la reprehensio giudiciale*, admonition pénale, comportant des cautions.

Déjà, dans sa *Criminologie*, Enrico Ferri avait analysé les éléments de cette institution et n'avait fait contre elle aucune opposition sérieuse.

Le retard apporté à l'admission de la condamnation conditionnelle est dû principalement aux lenteurs parlementaires.

---

1. *Gazetta ufficiale* du 27 juin 1904. — *Revue de droit pénal et Sociologie criminelle*, juillet, août, septembre, octobre 1904.

Faute d'une institution légale, on avait cherché, à l'exemple de l'Allemagne, un système administratif conduisant à la grâce souveraine ou à l'amnistie.

Déjà, le 22 avril 1893, grâce à l'intervention du ministre Bonacci, un décret royal d'amnistie fut rendu (indult du roi Humbert I<sup>er</sup> à l'occasion de ses noces d'argent), portant révocation des peines en cours, après un délai suspensif de trois ans.

Le 7 octobre 1900, sur la proposition du Garde des Sceaux, M. Gianturco, un second décret fut publié, accordant de nombreuses grâces conditionnelles.

Mais c'étaient là des mesures générales peu « appropriées » — le plus souvent limitées aux mineurs — provoquées par le Procureur du Roi ou par le gouvernement en dehors de toute appréciation judiciaire.

Il fallait, à l'exemple des nations voisines qui avaient constaté dans leurs statistiques les heureux résultats de la condamnation conditionnelle, hâter l'actualisation de ce système pénal nouveau.

Après la tentative Lucchini du 23 mai 1903, le projet Ronchetti fut voté le 26 juin 1904, en tenant compte des modifications proposées par M. Lucchini, relatives au taux des condamnations susceptibles de cette mesure bienveillante et au traitement de faveur des vieillards et des femmes.

C'était mettre un terme à l'affluence des demandes

en concessions de grâce, dont l'abus était déplorable et jetait grand discrédit sur la justice elle-même.

Voici le texte de la nouvelle loi (1) :

ARTICLE PREMIER. — Dans le cas où il y aura lieu de prononcer une condamnation à la réclusion, à la détention, à l'interdiction de séjour ou à l'emprisonnement pour une durée ne dépassant pas six mois, ou à l'amende, soit seule soit ajoutée à une peine restrictive de liberté, qui, convertie en peine corporelle, ne comporterait pas une durée totale de plus de six mois — contre une personne n'ayant jamais encouru de condamnation à la réclusion — le tribunal pourra ordonner que, pendant un délai fixé par le jugement et qui ne pourra être inférieur à celui de la prescription de la peine ni supérieur à cinq ans, l'exécution de la peine restera suspendue.

L'étendue du délai sera portée au double pour les femmes, les mineurs de dix-huit ans, et pour les condamnés ayant soixante-dix ans accomplis.

ART. 2. — En cas de délit, la suspension de l'exécution de la peine pourra être subordonnée à la réparation du dommage causé, si le montant en a été liquidé par le jugement, ou au paiement d'une somme à imputer dans la liquidation du dommage lui-même, ou à une réparation dans les termes de l'article 38 du Code pénal et au paiement des frais de l'instance, dans un délai qui sera fixé par le jugement.

---

1. *Revue pénin.*, 1904, p. 1048; 1905, p. 1066.

ART. 3. — Dans le cas prévu par l'article 1<sup>er</sup> si le condamné, dans le délai susdit, n'a pas commis de nouveau délit, la condamnation sera réputée non avenue.

Dans le cas contraire, le sursis à l'exécution de la peine sera réputé révoqué, et la peine sera appliquée d'après les règles posées par les articles 68 et suivants du Code pénal.

Il sera réputé révoqué également, si le bénéficiaire, dans le délai susdit, est condamné à la réclusion pour un délit commis avant la condamnation, même dont l'exécution a été déclarée suspendue.

ART. 4. — Le sursis ne s'étend pas aux sanctions autres que celles qu'indique l'article 1<sup>er</sup> et prononcées par le jugement — ni aux conséquences pénales et civiles dudit jugement.

Les conséquences pénales cessent, lorsque, dans le cas prévu par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article précédent la condamnation est considérée comme non avenue.

ART. 5. — Toutes les fois qu'un tribunal aura ordonné que l'exécution d'une condamnation demeure suspendue, le président ou le préteur, après la lecture du jugement, adressera, en audience publique, au condamné, un sévère avertissement et le préviendra que la peine sera appliquée si, dans le délai fixé par la loi, il commet un nouveau délit.

ART. 6. — Quiconque aura obtenu un premier sursis ne pourra en obtenir un second.

ART. 7. — Il ne pourra être déclaré de mandat d'arrêt con-

tre un mineur de quatorze ans qui n'aura pas été antérieurement condamné pour un délit ; on pourra seulement ordonner que, durant l'instruction, il sera placé dans une maison de correction ou d'éducation.

La condamnation conditionnelle a rapidement gagné la sympathie de l'opinion publique et les tribunaux eux-mêmes ont déployé, tout d'abord, une grande activité à en appliquer les effets bienfaisants (1). D'une statistique, réclamée par le ministre par circulaire en date du 8 décembre 1904 aux divers tribunaux, il ressort que — du 12 juillet au 31 décembre 1904 — 24.980 délinquants furent condamnés conditionnellement parmi lesquels 5.346 femmes, 6.508 mineurs de dix-huit ans et 492 vieillards âgés de plus de soixante-dix ans.

Quatre-vingt-trois condamnés seulement eurent leur sursis révoqué, 65, pour avoir encouru une nouvelle condamnation, 18, pour n'avoir pas accompli les obligations imposées.

En 1905, 45.654 sursis furent accordés, ce qui, d'après l'avis de gens compétents, donnerait un pourcentage approximatif de 15 0/0. Ces chiffres sont assez éloquents et prouvent la faveur qui accueille l'institution à ses débuts.

---

1. *Bulletin officiel du Ministère de la Justice*, 18 mars 1905.

### *Égypte*

Dans son nouveau Code, le législateur égyptien a introduit le principe du sursis conditionnel.

Sa réglementation cependant diffère sensiblement de celle qu'a institué notre loi du 26 mars 1891.

Ainsi, en sont exclues, les condamnations pour crimes, contraventions, délits de faux et usage en écriture privée, d'attentats à la pudeur sans violence, d'excitation de mineurs à la débauche, et en général, toutes celles supérieures à un an d'emprisonnement ; il ne peut pas être appliqué à l'amende non plus qu'aux peines accessoires.

Pour pouvoir bénéficier de cette mesure de faveur, il n'est pas besoin d'être, au sens précis du mot, un délinquant primaire ; il suffit de n'avoir pas subi de condamnation supérieure à une semaine d'emprisonnement.

Comme chez nous, la peine est non avenue, si, pendant le délai de cinq ans, le condamné ne se rend coupable d'aucune infraction entraînant contre lui une peine restrictive de liberté ; elle fait cependant toujours obstacle à toute nouvelle application du sursis.

En cas de condamnation nouvelle révoquant le

sursis, les deux peines doivent s'exécuter sans confusion possible ; enfin le juge doit, lorsqu'il le prononce, faire suivre sa sentence d'un avertissement analogue à celui prévu par notre loi de 1891.

### *Japon (1)*

Dans son projet de Code pénal de 1893, le Japon avait déjà réclamé dans les articles 30 à 36 l'emploi d'une institution analogue à celle créée chez nous par la loi du 26 mars 1891.

La loi du 31 mars 1905 a satisfait aux réclamations du projet.

La concession du bénéfice est accordée pour des peines inférieures à une année d'emprisonnement, si le condamné n'a pas encouru depuis dix ans une peine de prison ou une peine plus grave.

Le délai d'épreuve varie de deux à cinq ans.

La peine différée est exécutée si le condamné est puni durant le délai d'épreuve, d'une peine de prison ou d'une peine plus grave, ou si l'on découvre qu'au moment de l'obtention du bénéfice il ne réunissait pas les conditions voulues.

Le délai d'épreuve s'étant écoulé sans nouvelle

---

1. *Fur den bedingten straferlass*. Alf. Gross, p. 49.

condamnation, il est « fait remise à l'exécution de la peine ».

Cette faveur est limitée à la peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave, elle n'est pas accordée pour l'amende et réciproquement, cette dernière pénalité est insuffisante pour entraîner l'exécution de la première peine suspendue.

### *Allemagne*

Après l'assise du Congrès de l'Union Internationale du Droit pénal tenue à Bruxelles le 13 juin 1890, le ministre de la Justice de Prusse adressa une circulaire aux présidents des tribunaux supérieurs et aux procureurs généraux pour leur demander leur avis sur l'opportunité de cette institution ; les réponses manquèrent d'enthousiasme et indiquèrent suffisamment la résistance qu'opposerait à l'introduction de cette réforme l'état d'esprit bureaucratique de l'administration judiciaire.

En outre de l'administration la doctrine paraissait plutôt hostile à ce système nouveau.

Les criminalistes allemands craignaient que la condamnation conditionnelle n'affaiblisse l'effet d'intimidation de la peine et prétendaient en outre qu'elle ne correspondait pas à la conscience juridi-

que du peuple, l'instinct populaire voulant qu'à toute action criminelle légalement établie, réponde une peine effective, et que de plus, l'espoir d'échapper à la peine avait une grande part dans les mobiles essentiels qui poussent au délit, qu'il en résulterait plutôt une augmentation de criminalité.

Les avantages de l'institution que nous avons mentionnés au début du chapitre second sont une réponse suffisante à ces appréhensions.

Cependant, devant les résultats obtenus à l'étranger, l'opinion se modifia et, lorsque, en 1895, à la Chambre des députés de Prusse, s'inspirant des idées préconisées, en 1891, par M. Aschrott, le député Roeren appela l'attention du ministre de la Justice sur les avantages de cette institution, le principe ne trouva pas de sérieux adversaires.

Le vœu proposé au Reichstag reçut un accueil favorable.

Au Congrès de l'Union Internationale de Droit pénal, tenu à Linz, au mois d'août 1895 (1), M. le professeur Von Liszt faisait état des premiers essais tentés en Allemagne dans le royaume de Saxe et mentionnait l'introduction prochaine de l'institution en Prusse, où la réaction jusqu'à cette heure avait été

---

1. *B. U. I. D. P.*, t. VI, p. 71.

si forte ; il étudiait ensuite le fonctionnement administratif, très particulier de la réforme nouvelle.

L'exemple donné par le Royaume de Saxe fut successivement suivi par les autres États fédéraux. Voici la liste chronologique d'adoption du système par les différents Etats : nous étudierons ensuite la structure de l'institution administrative en usage.

1895. — Saxe, 25 mars, Hesse, 29 juin, Prusse, 23 octobre.

1896. — Bade, 12 janvier. Bavière, 15 janvier. Saxe-Cobourg-Gotha, 18 janvier. Alsace-Lorraine, 5 février. Wurtemberg, 24 février. Hambourg, 20 avril. Mecklenbourg-Schwerin, 7 juillet. Lubeck, 30 mai. Brême, 11 septembre.

1897. — Anhalt, 29 avril.

1898. — Schaumbourg-Lippe, 20 août.

1899. — Lippe, 1<sup>er</sup> avril.

1903. — Brunswick.

Le même système est adopté communément malgré l'absence de décret, dans les Etats de Saxe-Weimar, Mecklenbourg-Strelitz, Saxe-Altenbourg, dans les deux Reuss.

*Etude du système allemand* (1). — L'institution en

---

1. *Bedingten Straferlass*, p. 55, et seq.

usage en Allemagne a été introduite par voie administrative, et non, comme dans les différents autres pays, par voie législative. C'est le ministre de la Justice et non le juge qui prononce le sursis.

Le juge, étant unique, se borne à le proposer — « amtsrichter » — dans les tribunaux composés de trois juges, c'est le ministère public. Après une condamnation prononcée contre un délinquant digne d'indulgence, le ministère public peut, avec le concours du tribunal qui a connu de l'affaire, adresser au ministre de la Justice un rapport circonstancié sur l'opportunité qu'il y aurait à admettre le condamné au bénéfice du sursis à l'exécution de la peine encourue.

Le ministre décide si le sursis doit ou non être accordé.

Si oui, le condamné n'est soumis à aucune surveillance et se trouve seulement tenu d'aviser le tribunal de ses changements de domicile.

A l'expiration du délai exigé par la décision ministérielle, on consulte la police et, le cas échéant, l'autorité scolaire sur sa conduite : s'il paraît s'être amendé, il est alors recommandé au souverain pour la grâce ; Système compliqué qui confie à trois organes distincts l'office, de prononcer la condamnation, d'en suspendre l'exécution, d'accorder la grâce.

Ce n'est que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1903 que les

Etats fédéraux ont adopté une série de règles communes, pour mettre un terme à l'inégalité qui résultait de l'application variée du système dans les différents Etats. Ces variations concernaient l'âge des individus aptes à bénéficier de ce traitement de faveur, l'importance de la condamnation susceptible de suspension et le délai d'épreuve.

On sait avec quelle parcimonie cette mesure fut étendue aux adultes (la plupart des Etats n'en faisant bénéficier que les seuls mineurs de dix-huit ans).

D'après les principes acceptés aujourd'hui communément, cette institution doit « de préférence » fonctionner au profit des mineurs de dix-huit ans, sans exclure de son bénéfice les adultes.

Il ressort des dernières statistiques que les principes acceptés ont été rigoureusement suivis dans la pratique, la proportion des mineurs graciés étant de 82 o/o, contre 18 o/o en ce qui concerne les adultes, pour l'année 1903. Cette différence de traitement s'est atténuée l'année suivante, la proportion des mineurs bénéficiaires étant de 2 o/o moins élevée.

En ce qui concerne le taux de la peine privative de liberté, susceptible de sursis, la plupart des Etats sont d'accord pour n'accorder ce bénéfice qu'aux condamnations inférieures à un emprisonnement de six mois.

En Wurtemberg jadis, et dans quelques autres Etats, le délai maximum était de trois mois, le Duché de Bade respecte encore ce taux restreint, et, en outre, paraît être aujourd'hui le seul des Etats allemands qui exclut péremptoirement du sursis, les adultes.

Quant à la durée de l'épreuve, elle est, à une exception près, moindre que la durée de la prescription, et fixée à un an pour les peines dont la prescription nécessite un délai double — à deux ans, pour les peines prescriptibles dans un délai de plusieurs années.

En Saxe et en Bavière, la durée de l'épreuve oscille de un an à cinq ans.

Un système différent est en vigueur dans la Principauté de Schwarzbouurg-Sondershausen où le temps d'épreuve est égal au temps de prescription ; la peine, dans ces conditions, s'éteint *ipso facto* et rend ainsi toute grâce inutile.

En outre, dans la plupart des Etats, une condamnation antérieure n'exclut pas du sursis les individus, qui « par une bonne conduite » se sont assouplis aux exigences de la vie sociale et ont rassuré les représentants de l'ordre public. L'expérience a, du reste, été très favorable.

Ce système, si différent de ceux déjà étudiés, marque sans doute une heureuse innovation, réalisant un progrès appréciable sur l'état antérieur.

Mais les défauts en sont nombreux :

Il faut lui reprocher sa complexité qui nécessite une paperasserie administrative fastidieuse, et une intervention hiérarchique, bien nationale, très compliquée à le comparer à la procédure simplifiée en usage dans les autres pays.

Le juge semble être la seule personne qui puisse accorder en connaissance de cause, à un individu, cette mesure bienveillante, lui qui l'a approché, étudié et qui a apprécié sa virtualité d'amendement. En justice, cette mesure d'individualisation de la peine ne doit être accordée que par lui seul.

Ce sont là des concessions qui répugnent à l'esprit juridique allemand, pour qui le juge est l'exécuteur strict de la justice formelle.

En outre, le but du sursis est d'éviter à certains condamnés le séjour odieux de la prison ; les lenteurs administratives ne permettent pas d'éviter ce premier contact et, quand elles ont abouti à un résultat favorable, l'impression fâcheuse n'a pu être évitée. Et cette intervention hiérarchique, forcément lente, est un obstacle à l'applicabilité de cette mesure aux courtes peines.

Ce sont là des inconvénients auxquels il faudrait remédier.

*Grèce (1).*

A la séance de la Chambre des députés du 23 novembre 1906, M. Typaldo-Bassia a déposé un projet de loi sur le sursis à l'exécution des peines,

D'après cette proposition, les tribunaux de tout degré, pourraient, lorsque le condamné n'a pas subi antérieurement une autre condamnation pour délit de droit commun, ordonner « le sursis » par une décision motivée du jugement.

Le sursis serait révoqué si le condamné encourt une nouvelle condamnation à une peine du même degré ou d'un degré supérieur pour un délit de droit commun, dans le délai nécessaire pour la prescription de l'acte délictueux qui a entraîné la première condamnation. Ce délai commence à courir à partir du jour où le jugement a été prononcé.

Une disposition particulièrement intéressante dans ce projet est celle-ci : S'il était prouvé que le condamné a obtenu le sursis par fraude ou par erreur, le sursis serait révoqué de plein droit et il et il serait procédé immédiatement à l'arrestation du condamné.

---

1. *Bulletin U. I. D. P.*, mars 1907, p. 210.

En cas de contestation, le conseil correctionnel (Chambre des mises en accusation de 1<sup>re</sup> instance) statuerait en dernier ressort.

En France, l'autorité de la chose jugée empêche de réformer la décision définitive accordant à tort le sursis par suite notamment d'une erreur commise dans la rédaction du bulletin N° 2 du casier judiciaire.

On peut se demander s'il est bien conforme aux principes, qu'une pareille compétence soit attribuée à une juridiction d'instruction pouvant statuer sur une difficulté résultant de l'erreur commise par une juridiction de jugement ?

### *Russie*

L'institution de la condamnation conditionnelle a provoqué dans les cercles juridiques russes de fort vives discussions — la majorité paraissait favorable à l'adoption de ce système pénal. — Malheureusement des influences prépondérantes s'étaient tout d'abord prononcées contre cette réforme, prétendant que la mauvaise organisation de la police, le manque de patronages et les grandes distances rendraient impossible au gouvernement la surveillance de la conduite ultérieure des délinquants ; d'autres

raisons étaient invoquées, suscitées en Allemagne par les ennemis de ce procédé nouveau.

Cependant cette institution n'était pas tout à fait inconnue en Russie. De longue coutume, certains petits tribunaux de district faisaient déjà usage de la promesse de bonne conduite et évitaient une peine à certains délinquants primaires sous la menace d'un châtiment plus sévère, s'ils étaient poursuivis pour de nouveaux délits.

Emanées de tribunaux supérieurs, des demandes de grâce conditionnelle étaient adressées à l'empereur par l'intermédiaire du ministre de la Justice, qui ne voulant pas encore reconnaître une validité anticipée, à cette mesure de faveur, refusait le recours en grâce en accordant toutefois un amoindrissement de peine.

Une orientation (1) nouvelle se laissait pressentir. Après la remise du projet du Code pénal au Conseil d'Empire, ce dernier réclama une documentation sérieuse relative à l'institution de la condamnation conditionnelle et donna l'ordre au ministre de la Justice d'élaborer un projet spécial ; le ministre le prépara avec la collaboration enthousiaste des cercles juridiques et des tribunaux supérieurs.

Ce projet, comprenant onze paragraphes, est ins-

---

1. *Die bedingte Verurteilung in Russland Lowestimm.* p. 589. Etude du Projet ministériel.

piré du système franco-belge, avec l'adjonction dans certains cas du système du cautionnement ; on en discute encore certains points de détail.

### *Autriche*

La question de la condamnation conditionnelle est encore à l'état d'étude dans ce pays et n'est pas encore fixée.

Il y a un an que le ministre autrichien a présenté un projet pour un nouveau Code pénal élaboré par le professeur Lammarck et le Garde des Sceaux M. Hœgel. On a nommé une commission pour discuter et étudier ce projet qu'admet l'introduction de cette institution posée sur le principe anglais du cautionnement.

Elle s'est déjà réunie plusieurs fois et l'un de ses membres nous donnait l'assurance que de longtemps ce système ne serait appliqué dans le pays.

### *Hongrie*

Le projet de loi concernant la condamnation conditionnelle a été présenté par le ministre de la justice au Parlement dans les premiers jours de juillet 1907.

L'avenir de ce projet est encore incertain.

*Espagne*

L'Espagne n'a pas encore accepté l'institution de la condamnation conditionnelle et il est difficile de prévoir, le jour où elle fera bon accueil à ce produit moderne.

Les idées courantes elles-mêmes sont peu propices à l'établissement de ce système d'amendement du condamné primaire — la majorité ne le réclame ni ne le connaît.

Cependant quelques esprits distingués préconisent des modifications urgentes à la vieille législation pénale ; il faut citer les noms de Pacheco, de Silvela, de Dorado Montero, Aramburu, Salillas, qui avec une ardeur égale, ont prétendu porter atteinte au vieil édifice pénal — en s'inspirant des principes de l'école italienne ; — leurs efforts sont restés vains jusqu'à ce jour.

Il faut mentionner, au point de vue historique l'apport d'un projet de loi, présenté aux Cortés, le 8 janvier 1900, par le ministre de Grâce et de Justice le comte de Torrénaz, projet s'inspirant dans ses grandes lignes, de la loi française de 1891.

Les Chambres s'étant séparées quelque temps après, le projet ne fut pas discuté et n'a pas été repris ; il est difficile de conjecturer si, étant proposé à nou-

veau, il serait bientôt transformé en loi ; tout porte à croire qu'un vote favorable lui sera indéfiniment refusé ; les échecs de Villaverde, et de Montilla, ministres défunts, permettent de le prévoir.

Le 15 septembre 1906, dans le discours d'ouverture des tribunaux, le comte de Romanones, ministre, fit allusion à cette institution — cela n'alla pas plus loin qu'une promesse d'examen, peut-être, à cause du peu de durée du ministère.

Tel est l'état de choses présent.

Depuis quelque temps, en outre de la réprimande soit publique, soit privée, (l'indulto), la grâce, modifie d'une façon originale la durée de la condamnation.

Cette faveur spéciale, dont on fait déjà grand usage, arrête brusquement le cours de la peine, mais s'il advient que le condamné récidive dans un certain délai, il doit accomplir, en plus de la condamnation nouvelle, une période d'emprisonnement égale à celle qui lui restait à faire au moment où il obtint sa grâce.

Il faut souhaiter que les efforts persévérants des criminologistes dont nous parlions plus haut, parviennent à faire accepter cette institution qui a déjà fait ses preuves — l'appréhension ou l'indifférence qui l'ont accueillie à sa première apparition doivent cesser, devant les heureux résultats obtenus chez les nations voisines.

## CHAPITRE V

### Conclusion

---

Nous avons étudié les préoccupations pénitenciaires de l'amendement du délinquant primaire et successivement, le fonctionnement du système originaire américain, la transformation des moyens dans la poursuite du même but dans les lois belge et française.

Nous avons essayé de dégager, de l'étude complexe de l'institution dans les différents pays, les liens étroits communs et ausst les variations apportées au thème général, dans le sens de la prudence et de la modération — car il semble ressortir de cet aperçu que notre loi du 26 mars 1891 est celle, qui est allée le plus loin, la première dans le domaine des innovations, que c'est elle qui a étendu le plus largement la portée de cette « mesure pour rien ».

Après l'étude comparative des systèmes il conviendrait d'en dégager les résultats.

De graves difficultés surgissent pour obtenir une étude fructueuse, du rapprochement des statistiques.

La diversité des législations pénales, la notion sociale ou juridique d'après laquelle chaque pays juge de l'immoralité des actes délictueux, diminuent ou détruisent l'homogénéité des chiffres, qu'il est dès lors dangereux de confronter.

L'étude des systèmes étrangers, avec leurs dispositions nuancées, l'établissement de leurs statistiques d'après des unités différentes (délinquant, délit ou jugement), les moyens de recherche variés, n'apportent pas des termes de comparaison homogènes, nécessaires quand il s'agit de constater des résultats pratiques.

Au congrès de Paris, en 1893, il fut question d'une méthode relative à l'établissement d'une statistique uniforme et scientifique. Un mémoire fut présenté, après un rapport de M. Baudiot, de Rome et d'un représentant allemand.

Récemment, à l'occasion du congrès de Hambourg, en 1905, le projet fut soumis d'une statistique criminelle internationale, établie au moyen de la concentration des statistiques étrangères. Mais on a spécialisé au vol ce compte rendu général ; des difficul-

tés sérieuses s'opposent encore à la rédaction d'une statistique internationale complète.

Une constatation qui ressort cependant de l'étude des statistiques française et étrangères, c'est l'augmentation générale progressive de la récidive.

M. le garde des Sceaux le constatait pour la France dans le dernier compte rendu général de l'administration de la justice criminelle — après la période heureuse comprise entre les années 1893 et 1900 où la récidive avait subi une diminution de 15 o/o.

D'un compte rendu que publiait dans les numéros derniers du *Journal de la Société de statistique de Paris*, M. Yvernès, le distingué directeur de la statistique au Ministère de la Justice, il ressort que la progression est constante dans tous les pays étrangers. La grande criminalité va en s'atténuant, mais la petite criminalité augmente d'une façon continue « ayant perdu de son caractère archaïque et se transformant à mesure que se développent les progrès de la civilisation. »

Que la criminalité bénéficie des apports ingénieux de la civilisation, cela n'est pas contestable, mais il nous est permis de croire que la criminalité n'est pas « en fonction de la civilisation » et qu'il n'y a pas de loi de « saturation criminelle » comme le prétend le criminaliste italien, Ferri.

L'humanité caresse de plus beaux rêves.

D'après les résultats connus jusqu'en 1900, nous pouvions supposer que la loi du 26 mars 1891 avait été suffisante seule pour enrayer le fléau de la récidive.

Les dernières statistiques nous font souhaiter d'autres innovations et une application plus judicieuse des mesures existant déjà.

M. le garde des Sceaux mentionne dans le rapport de 1905, l'applicabilité trop fréquente de la loi de sursis aux peines d'amende infimes et souhaite qu'elle soit plus étendue aux peines de prison. Les peines légères se multiplient et se succèdent dans les conditions de la plus complète inutilité ; en réalité ces courtes peines ne font que favoriser la récidive ; les tribunaux abusent de cette pénalité divisée ; la peine de courte durée n'est pas assez menaçante et ne constitue qu'une gêne passagère peu propre à l'amendement.

La loi de 1875, relative à l'emprisonnement cellulaire rigoureusement mis en vigueur, eut produit sans nul doute, d'appréciables résultats ; qu'on épargne la prison à certains individus jugés dignes de cette faveur, mais que pour d'autres, rebelles, elle constitue un moyen sévère de répression, dont ils gardent le souvenir sans espoir de retour.

Un élément est surtout à considérer dans ces

questions de politique criminelle ; les jeunes délinquants.

Le nombre des mineurs récidivistes a augmenté dans une proportion telle qu'il participe pour 1/5 à la criminalité générale ! De graves critiques doivent être adressées à ce sujet à l'administration pénitentiaire dont les « colonies » a effectifs trop nombreux fournissent l'occasion de relations malsaines à ces jeunes gens dont l'âme est, suivant l'expression de M. Voletti, « une plaque photographique très impressionnable aux premiers rayons du mal ».

L'exemple de la Suisse avec ses colonies, quasi familiales, composées d'une trentaine de membres, devrait être suivi — car il semble que la récidive soit en proportion de l'effectif des maisons de correction.

A un autre point de vue, des tribunaux spéciaux en Amérique, en Allemagne et en Angleterre sont chargés dans certains cas, des mesures d'instruction relatives aux jeunes délinquants — des reformatories, des écoles de travail, sont ouverts aux jeunes condamnés amendables.

La famille, la rue, la prison sont souvent des foyers d'infection morale auxquels il faut savoir arracher des victimes, en leur fournissant un milieu plus favorable et des moyens nouveaux de régénération.

La statistique de la jeune criminalité nous obligeait à mentionner cet état de choses alarmant.

S'il est de bonne politique de réserver quelque faveur au délinquant qu'un égarement ou le mauvais contact ont conduit à commettre un premier délit — il est sage de viser plus loin ; il faut atteindre les forces vives du mal dans ses origines et prévenir de la part d'individus deshérités, ces premières manifestations anti-sociales, produit du milieu corrompu dans lequel ils vivent — par l'assistance généreuse et par le travail.

Il semble d'après les dernières constatations faites, qu'une fusion d'éléments soit possible entre les divers systèmes pénitenciaires, que de ces rapprochements il en sortira un procédé meilleur.

L'Angleterre vient d'emprunter tout récemment encore, au système américain, « l'officier d'épreuve » ; la *common law* s'inspire fréquemment du système franco-belge de la condamnation conditionnelle (1) Les Etats-Unis ont admis législativement un système analogue au notre, qui fonctionne concurremment avec le système du relaxe conditionnel ; tôt ou tard, l'Allemagne adoptera l'un ou l'autre système, en conservant les éléments jugés les meilleurs de son institution actuelle. Les corrections appor-

---

1. *Revue pénitenciaire*, 1903, p. 130.

tées dans les pays étrangers aux institutions venues d'ailleurs, indiquent, par leur fréquence, les modifications désirables ; il semble cependant que peu à peu s'affirment les meilleurs systèmes de politique criminelle et que l'adaptation d'un même procédé en pays étranger d'abord dissemblable dans ses moyens d'application, tende à une sorte de combinaison puis d'unification, au moyen de prudentes constatations et de sages concessions internationales.

Ce qui est important, en ce qui nous concerne, c'est de constater que les Etats, ayant introduit la remise conditionnelle des peines dans leur législation, s'en trouvent fort bien — qu'il n'est question nulle part de supprimer l'innovation comme cause de recrudescence de criminalité et que l'application de cette mesure devient de plus en plus fréquente.

Une lente pratique en modifiera l'emploi vers un résultat meilleur.

De cette communauté d'institutions pénitenciaires, résultera une idée plus forte de solidarité et d'union pour assurer l'œuvre de la justice pénale, car la question de l'internalisation des mesures pénitenciaires, nous oblige à ne pas laisser sous silence la question si moderne de la récidive internationale.

L'association du crime, disait M. Pierrantoni, appelle l'association du droit ; le cosmopolitisme de

la criminalité entraîne celui de la répression ; peu à peu, au-dessus du droit national se développera une sorte de droit coutumier pour satisfaire aux nécessités croissantes de la pratique judiciaire internationale.

L'ancienne défiance contre les sentences extra-territoriales s'est en partie évanouie (1) et les différents peuples s'habituent à accepter l'autorité de la chose jugée au dehors ; il faudrait savoir assez tenir compte de ce qui s'est passé à l'étranger pour qu'un malfaiteur ne fût plus considéré comme un délinquant primaire par cela seul que ses crimes et délits ont été punis au-delà des frontières ; la difficulté provient de ce que les législations diffèrent dans l'organisation des incriminations et des pénalités.

La Norvège, la Suisse, le Luxembourg ont consacré le principe de la condamnation étrangère pouvant servir de base à la récidive ; l'article 42 du projet de notre Code pénal s'inspire des mêmes principes.

La conférence internationale sur la traite des blanches tenue à Paris au mois de juillet 1902, semble marquer le point de départ d'une ère nouvelle de la répression.

De tous côtés, selon M. Le Poittevin, on tend à une doctrine universelle, les faits démontrent l'op-

---

1. Thèse, Gidel, Châteauroux, 1905.

portunité d'ententes collectives, gouvernementales et libres et c'est par la comparaison critique des institutions qu'on en prépare le succès.

« Les connaissances qu'on a acquises dans quelques pays, dit Montesquieu, qu'on acquerra dans d'autres sur les règles les plus sûres qu'on puisse tenir des jugements criminels, intéressent le genre humain plus qu'aucune autre chose qui soit au monde. »

---

Vu : le président de la thèse

LE POITTEVIN

Vu : le Doyen,  
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :  
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

## BIBLIOGRAPHIE

*Annuaire de Législation étrangère.*

*Die Bedingte Verurteilung in Russland.* Lowentimm.

BECCARIA. — Traité des Délits et des Peines.

*Bedingten Straferlass.* Alf. Gross, Vienne, 1907.

BREGEAULT. — Commentaire de la Loi du 26 mars 1891. Paris, 1891.

*Bulletin officiel du Ministère de la Justice. Italie, 18 mars 1905.*

*Bulletin de la Société générale des Prisons.*

*Bulletin de l'Union internationale du Droit pénal.*

GARRAUD. — Droit criminel.

*Gazetta ufficiale, mai-juin 1904.*

*Journal militaire, 1905.*

*Juristische Blatter, 29 juillet 1906.*

LABORDE. — Lois nouvelles.

LOCARD. — Commentaire de la Loi du 26 mars 1891. Paris, 1891.

NÈGRE et GARRY. — La Loi Berenger et ses Applications.

*Pasinomie belge, 1888.*

TELL PERRIN. — De la Remise conditionnelle des Peines. Genève, 1904.

LE POITTEVIN. — Son cours.

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                              | Pages |
|--------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE I. — <i>Aperçu sur l'histoire de la peine</i> ..... | 5     |
| Ancien droit pénal.....                                      | 5     |
| Ancien régime. Peines arbitraires.....                       | 11    |
| De la peine fixe { Droit intermédiaire. Peines fixes....     | 16    |
| à la peine { Code de 1810. Peines entre deux li-             |       |
| individualisée { mites.....                                  | 19    |
| { Du Code à la loi Berenger.....                             | 21    |
| CHAPITRE II. — <i>Loi du 26 mars 1891</i> .....              | 26    |
| Considérations générales sur la loi du 26 mars 1891.         | 26    |
| Historique parlementaire.....                                | 26    |
| Texte de la loi.....                                         | 31    |
| Conditions de l'obtention du sursis.....                     | 33    |
| Comment est accordé le sursis.....                           | 39    |
| Effets du sursis.....                                        | 40    |
| Lois postérieures. Projets.....                              | 45    |
| CHAPITRE III. — <i>Extension du sursis aux juridictions</i>  |       |
| <i>militaires</i> .....                                      | 47    |
| Considérations générales.....                                | 47    |
| Historique parlementaire.....                                | 48    |

|                                                         |     |
|---------------------------------------------------------|-----|
| Texte de la loi.....                                    | 53  |
| Interprétation.....                                     | 54  |
| CHAPITRE IV. — <i>Législations étrangères</i> .....     | 60  |
| <i>Premier système. — Anglo-américain de l'épreuve.</i> |     |
| Etats-Unis.....                                         | 60  |
| Nouvelle-Zélande. Canada. Colonies australien-          |     |
| nes.....                                                | 60  |
| Angleterre.....                                         | 65  |
| Comparaison des systèmes anglo-américain....            | 69  |
| Inconvénients présentés par la suspension de la         |     |
| condamnation.....                                       | 70  |
| <i>Deuxième système. — Franco-belge de la condamna-</i> |     |
| tion conditionnelle.....                                | 72  |
| Belgique.....                                           | 72  |
| Comparaison des systèmes franco-belge.....              | 74  |
| Duché de Luxembourg.....                                | 76  |
| Portugal.....                                           | 79  |
| Norvège.....                                            | 80  |
| Suisse.....                                             | 83  |
| Italie.....                                             | 90  |
| Egypte. Japon.....                                      | 95  |
| Système administratif allemand.....                     | 97  |
| Projets. Grèce. Autriche. Hongrie. Russie. Espa-        |     |
| gne.....                                                | 104 |
| CHAPITRE V. — <i>Conclusion</i> .....                   | 110 |
| Difficultés statistiques résultant de la non homo-      |     |
| généité des chiffres.....                               | 110 |
| Souhaits d'une statistique internationale.....          | 111 |

|                                                                                                                                                     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Augmentation générale de la récidive.....                                                                                                           | 112 |
| Les mineurs délinquants.....                                                                                                                        | 114 |
| Internationalisation des mesures pénitenciaires propres à éviter la récidive et à la constater lorsqu'elle existe de par des jugements étrangers... | 117 |







